

T2137-619-8,00 F

ISSN 0026-9433

le monde
Libertaire

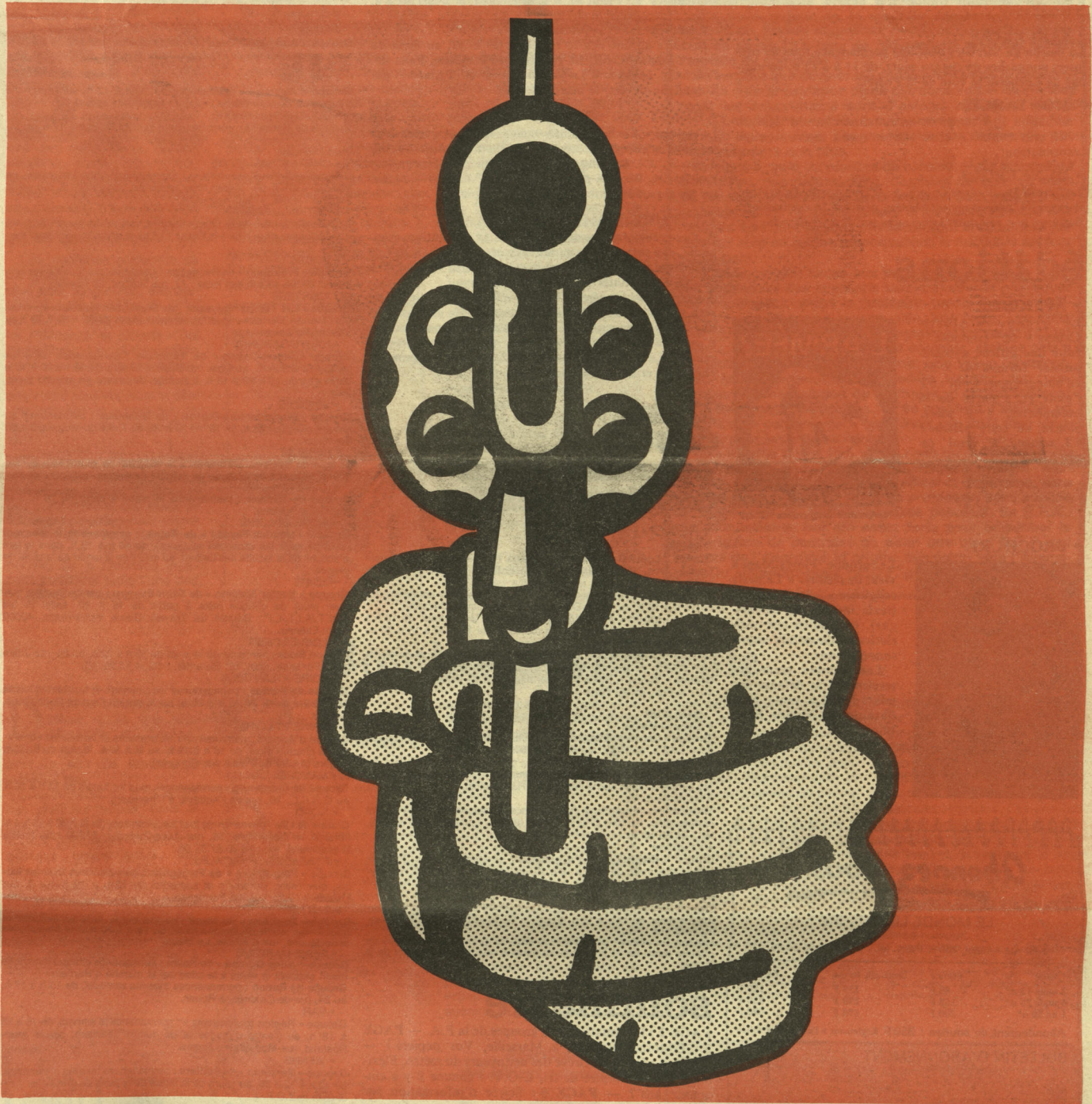


Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°619 JEUDI 15 MAI 1986 8,00 F

DÉLIRE SÉCURITAIRE



VOS PAPIERS !

F°P.2520

communiqués débats

• ANGERS

Le groupe d'Angers a un nouveau local public. On le trouve désormais à la Maison angevine des mouvements alternatifs (M.A.M.A.), qui regroupe le P.S.U., le M.A.N., le C.O.D.E.N.E., le Mouvement pour la promotion des technologies d'équilibre, l'A.D.E.A. et la F.A.) au 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

Documentation, bibliothèque, permanence des militants de la Fédération anarchiste tous les vendredis, de 18 h à 19 h.

• LILLE

La « Voix sans maître » (tous les vendredis de 21 h à 23 h, sur 99.6 MHz) consacrer ses émissions du mois de mai au centenaire du 1^{er}-Mai, au syndicalisme et à la solidarité internationale.

• SARCELLES

La liaison de Sarcelles tient une permanence tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste).

• MONTARGIS

Une liaison F.A. vient de se constituer sur Montargis. Pour tout contact, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• DUNKERQUE

La liaison Dunkerque de la F.A. se transforme en groupe. Toutes les personnes intéressées peuvent le contacter en écrivant aux relations intérieures qui transmettront.

• LILLE

La librairie l'Idée libre organise une rencontre-débat avec les animateurs du Lycée expérimental de Saint-Nazaire samedi 17 mai, à 14 h, à la M.N.E., 23, rue Gosselet. Le groupe de Lille organise une journée sur le Nicaragua samedi 24 mai, à partir de 13 h 30, à la M.N.E.

• PARIS

La commission propagande des relations intérieures organise une série de dix cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « Le mouvement anarchiste en France », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « L'organisation anarchiste », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Ces cours auront lieu le mardi, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e. Prochain cours : « Les anarchistes et l'Etat », par Roland Bosdeveix, le mardi 20 mai.

• BREST

Le groupe « Les temps nouveaux » de Brest organise un meeting vendredi 23 mai sur le thème « Agir au lieu d'élire ». Ce meeting se tiendra salle Fentferrier (rue Fentferrier, Brest) à partir de 20 h 30. Nous invitons toutes les personnes intéressées à y participer.

• YZEURE/COMMENTRY

A l'occasion du cinquantenaire de la révolution espagnole, une soirée-débat aura lieu le mardi 27 mai à 20 h 30 au château de Panloup à Yzeure et le mercredi 4 juin, à 20 h 30, Salle des conférences, à Commentry.

Au cours de ces soirées, le film « El Frente » (le front) sera projeté et un débat sur l'actualité des propositions libertaires, cinquante ans après, sera animé par l'auteur d'une thèse sur les collectivités en Espagne (région centre). Le prix d'entrée est fixé à 10 F, et 5 F pour les chômeurs et les étudiants.

liste des permanences des groupes f.a.

- RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

Groupe « Florès-Magon », Paris 12^e : permanences les vendredis, de 18 h à 19 h, au métro Daumesnil (sortie Claude-Decaen).

Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

BANLIEUE

• Seine-et-Marne

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emilié, 77500 Chelles.

• Yvelines

Groupe « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.

• Hauts-de-Seine

Groupe « Fresnes-Antony » : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

• Val-d'Oise

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

• Val-de-Marne

Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philippe, 2, rue Louise-Aglas-Cretté, Vitry.

Liaison Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Bombes à Marseille, Vos papiers ! — PAGE 4 : En Bref, Grève des nettoyeurs du métro, Flexibilité dans un centre de tri, C.G.T. : comme il y a cinquante ans ? — PAGE 5 : Soirée d'information sur l'armée, Manif antinucléaire à Angers, Tiersmondisme et désinformation — PAGE 6 et 7 : Elisée Reclus, au-delà de la mode, Notes de lecture — PAGE 8 : Kadhafi et le « Livre vert » — PAGE 9 : Grande-Bretagne : de conflit en conflit, Informations internationales — PAGE 10 : Kwangju la rebelle, A propos de Tchernobyl, Libérez O. Domenicelli — PAGE 11 : Programmes de Radio-Libertaire, Interview, Cinéma — PAGE 12 : Universités : non au renforcement des privilèges, Monory cogne dur !

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amélot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

liste des permanences des groupes f.a.

PROVINCE

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.

• ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

• CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque mardi, de 19 h à 20 h 30, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

• INDRÉ-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T./A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

• LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : 16.4.74.26.02).

• LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffaut, Nantes.

• MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

• MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• NORD

Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesdes, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 16.20.57.37.06.

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

• SARTHE

Groupe « Zo-d'Axa » du Mans : permanences tous les seconds et quatrièmes jeudis de chaque mois, de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, rue d'Arcole, Le Mans.

• SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleury.

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 15 h à 17 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen.

• VAR

Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébello, Toulon.

• VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les dimanches, de 10 h à 12 h 30, au cours de la tenue de la table de presse au marché de la Z.U.P.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Route 205 — Publi Routeage

Diffusion SAEM Transport Presse

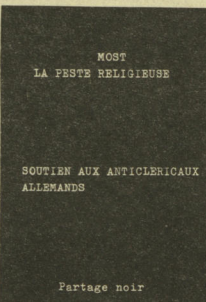
éditions

• AFFICHE

Le groupe « Albert-Camus » de Toulouse a édité une affiche antimilitariste, format 42 x 55, en noir et blanc. Coût : 5 F l'unité et, à partir de 10 exemplaires, 1 F pièce. Slogan de cette affiche : « L'armée, à quoi ça sert ? ».



• BROCHURE



Le groupe Florès-Magon vient de rééditer « La peste religieuse » de J. Most (texte interdit en Allemagne), en soutien aux anticléricaux allemands emprisonnés là-bas.

Les sommes recueillies serviront à la défense des militants. En vente à la librairie du Monde libertaire, 10 F.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

CONTRÔLES D'IDENTITÉ Vos papiers !

LE septennat Mitterrand, que ce soit sous un gouvernement Mauroy, Fabius ou Chirac, aura vu mener une politique anti-immigration en tout point semblable, malgré des apparences souvent trompeuses.

Outre la mise en place et l'ouverture dans bien des villes de centres de rétention (baraquements pour « stocker » les étrangers en voie d'expulsion), la circulaire du 2 juin 1983 signée par Deferre et Dufoix reconnaît d'un côté l'illégalité de l'utilisation du décret de mars 1946 (1) dans le cadre de contrôles systématiques, mais de l'autre prévoit que ces vérifications restent valables dans les hôtels, foyers ou garnis en cas d'exécution d'une décision de justice... De quoi poursuivre sans problème la chasse à l'immigré, clandestin ou non !

Les contrôles d'identité se déroulent actuellement — et plus pour longtemps, semble-t-il ! — dans le cadre de la loi du 10 juin 1983, réformant la loi « Sécurité et Liberté » (loi Peyrefitte). Le cadre déterminé par cette loi est cependant toujours assez flou pour permettre tous les abus et plus précisément le « contrôle au faciès ». En effet, que dit la loi ?

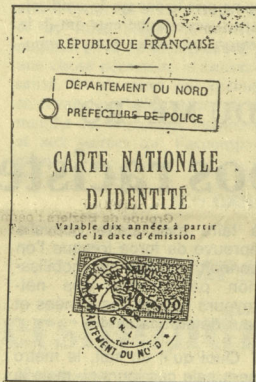
Le contrôle d'identité n'est autorisé que « dans des lieux déterminés, là où la sécurité des personnes et des biens se trouvent immédiatement menacés » (extrait de l'art. 78 du nouveau code de procédure pénale) ou si l'individu interpellé se trouve dans l'une des situations suivantes :

- ayant commis ou tenté de commettre un crime ou un délit ;

- ou se préparant à commettre un crime ou un délit ;
- ou étant susceptible de fournir des renseignements utiles à une enquête en cas de crime ou de délit faisant l'objet de recherches ordonnées par l'autorité judiciaire.

On le voit bien, normalement, il ne peut s'agir que d'une situation exceptionnelle ou d'un contrôle basé sur l'existence d'un indice... indice qui ne peut en aucun cas être la couleur de la peau, la longueur des cheveux, la tenue vestimentaire... La police ne peut contrôler la régularité du séjour sans s'être assurée de la nationalité... et pour s'assurer de celle-ci, le délit de « sale gueule » n'est pas valable !

Textes après textes, décrets après décrets, la loi se fait plus floue, plus permissive (pour les flics) et le filet se resserre



sur une population devenue indésirable, comme le proclament les propos divulgués lors des campagnes sécuritaires. Qu'en sera-t-il avec le nouveau ministre de l'Intérieur, Pasqua (ancien patron du S.A.C.) ?

D'ores et déjà, on assiste au retour du contrôle « incontrôlé et incontrôlable » de tout ce qui est jeune, basané, bref différént. La police, après l'assurance de Chirac de couvrir les bavures, se montre arrogante et violente. A Lille, un jeune métis, après un contrôle douteux, se fait tabasser au commissariat... écope de deux mois de prison ferme et 3 000 francs d'amende pour coups et blessures à agents (sic) !

A Roubaix, la ville est en état de siège, suite à l'arrivée de 150 C.R.S. (de retour de Kanaky) et malheur aux basanés ! Bref, tout l'arsenal juridique et policier se met en branle pour satisfaire les besoins sécuritaires de la population, au détriment de la population immigrée. De plus, après l'accélération et la multiplication des expulsions et reconduites à la frontière, l'interdiction pure et simple du regroupement familial, voilà la nouvelle carte d'identité et de séjour infalsifiable. Malgré les assurances de la commission Informatique et Libertés, notre avenir ne ressemble-t-il pas de plus en plus à l'univers d'Orwell ? Un monde fiché et contrôlé où les différences constituent un délit !

CECILE NEVEU
(Gr. de Lille)

(1) Les étrangers doivent pouvoir justifier de leur autorisation de résider en France à toute réquisition de la police.

Editorial

L'ACCIDENT tellement craint, et prêté par des barbus obscurantistes et rétrogrades, est maintenant arrivé. Bien sûr Tchernobyl est loin d'ici, mais l'accident n'en est pas moins réel et grave. Cet accident est un scandale augmenté d'un autre scandale : celui qui vise à le camoufler. Les informations fournies sont effectivement iniques et l'on sait d'ailleurs parfaitement qu'il en serait de même si l'accident avait eu lieu dans tout autre pays que l'U.R.S.S.

On se moque du monde. Même s'il est officiellement reconnu qu'il s'agit là d'une catastrophe, on ne peut avoir de renseignements précis qui soient intéressants. La radioactivité autour de la centrale demeure « élevée », nous dit-on. Elevée à combien ? Voilà ce qui serait intéressant de savoir ! Le taux de radioactivité a-t-il fait casser l'aiguille du compteur ?

On ne peut que deviner les conséquences de la catastrophe. La recommandation de ne pas consommer de viandes (dont les importations sont d'ailleurs ajournées par la C.E.E.), de légumes ou de lait en provenance de l'Est (au-delà du Rhin...) n'est pas pour nous très frustrante, pas très rassurante non plus.

On nous a parlé du nombre de blessés, mais du nombre d'irradiés... pas précisément. Combien de cancers dans les prochaines semaines, dans les prochains mois ? Il est probable qu'on ne saura jamais le véritable nombre de victimes. Les informations officielles sont bredouillées par ceux qui sont en fait les responsables, le nucléaire est leur gagne-pain.

Le dérangement causé aux populations d'Europe (ainsi que le cynisme des apprentis sorciers) devrait provoquer une mobilisation contre le nucléaire, tandis que la mobilisation en sa faveur se montre, elle, très forte. Les Etats sont tous unis pour offrir leurs conseils et leur aide à l'Etat victime, oubliant alors qu'ils sont ennemis, comme cela a été explicité à nouveau au « sommet » de Tokyo. Si aujourd'hui le gouvernement néerlandais ajourne son programme de construction de centrales, c'est uniquement pour des raisons électorales, on se souvient d'ailleurs en France d'un certain « gel » qui n'avait pas duré bien longtemps, pour les mêmes raisons.

Cela signifie que si l'on ne veut pas qu'on se moque de nous, que si nous refusons les risques inutiles, nous devons alors mener un combat radical et déterminé, sans aucune illusion vis-à-vis de toute promesse, sans aucune faiblesse vis-à-vis de toute menace policière. En R.F.A., les antinucléaires ont été assez forts pour empêcher la construction de centrales au point que c'est E.D.F. qui exporte de l'électricité (d'origine nucléaire) vers l'Allemagne. Qu'attendons-nous ? E.D.F. pliera !

Bombes à Marseille

DANS les bastions de l'extrême droite que sont Marseille et Toulon, deux attentats ont été commis dans la nuit de vendredi à samedi 4 mai.

Samedi matin, à 0 h 50, éclate une première bombe dans le quartier Saint-Charles (quartier à forte population immigrée) ; quelque temps après, une deuxième bombe explose. Ce décalage peut nous faire penser que la première bombe servait à faire sortir les gens de chez eux, la deuxième devant faire des victimes. Heureusement aucun mort, et un seul blessé est à déplorer.

Les faits et leur relation

Un autre élément va dans le même sens : le groupe « Commando de France contre l'invasion maghrébine » envoya un premier communiqué très évasif, de manière à préparer psychologiquement le terrain, vendredi soir. Un second communiqué fut par la suite envoyé, revendiquant les attentats, prévenant de nouvelles bombes et affirmant aussi que les « blessés et les morts seraient sélectionnés ».

On est à peu près sûr que le Front national n'est pas impli-

qué dans cet attentat (pour cette fois...) et plusieurs hypothèses sont évoquées : un coup du groupe néo-fasciste Charles-Martel, d'anciens de l'ex-S.A.C. habitués à tous les coups tordus...

Mis à part le premier jour, peu d'infos sur ces attentats ont été publiés. Localement, le *Méridional* (journal proche de l'extrême droite et qui appartient au groupe Deferre), fidèle à sa tradition de désinformation, s'est illustré une fois de plus en faisant croire que le commissariat du quartier était visé ! Seule une voiture de police a été touchée alors qu'elle venait sur les lieux suite à la première explosion.

cisme, qui se faisait quelque peu oublier, se « fendit » d'un communiqué préconisant dans le cadre de la lutte antiterroriste que « les pouvoirs publics prennent leur responsabilité et puissent rapidement les coupables ». A noter que S.O.S.-Racisme voit en ces attentats la preuve que des « brigades » anti-immigrés sont constituées. Son bureau local appelle à la manifestation de mardi, malgré de fortes divergences avec d'autres associations de jeunes Beurs qui l'accusent d'être lié à la mairie de Marseille.

Ces trois attentats, ainsi que les bombes incendiaires de Toulon (1), nous amènent à faire un

certain nombre de constatations. La région Provence/Côte-d'Azur est celle qui vote le plus pour le Front national ; celui-ci étant entré dans une phase légaliste depuis quelques années, le champ est libre pour des groupuscules activistes. Ces groupes veulent appliquer aux communautés immigrées la stratégie de la tension, voyant que le nouveau gouvernement ne mettra pas « tous les Arabes à la mer »

PEPE CARVALHO

(1) Bombes lancées dans les rues populaires. Nous devrions avoir dans quelque temps des renseignements sur cette affaire, S.O.S.-Racisme de Toulon enquêtant.



Réactions des milieux associatifs

En début de semaine, une manifestation fut organisée dans le quartier : plus de trois cents personnes y résidant participèrent. Une pétition commença à circuler et le mardi 13 mai sera organisée par les milieux associatifs une nouvelle manif.

Pour sa part, S.O.S.-Ra-

Avis aux lecteurs

Le « Monde libertaire » consacra, la semaine prochaine, quatre pages supplémentaires à un dossier sur l'Espagne 36 (situation internationale, collectivisations, pouvoir politique et révolution, réalisations).

Vous y trouverez également le programme des manifestations et débats organisés au mois de juin à Paris en commémoration du cinquantenaire de la révolution espagnole.

Ce numéro spécial de 16 pages sera en vente au numéro exceptionnellement au prix de 10 F.

La rédaction

C.G.T. : comme il y a 50 ans ?

« **L**ES avoir chassés, c'est bien. Mais appliquer ceci c'est mieux ! » Telle était la légende de deux dessins parus dans l'Union des métaux, organe de la fédération C.G.T. de la Métallurgie (numéro de mai 1936). « Les » désignait la droite politique et « ceci » le plan de la C.G.T. et le Programme du rassemblement populaire.

Le fait que la direction de la C.G.T. mette l'accent sur le cinquantenaire du Front populaire vient un peu en porte à faux avec ce qu'écrivait dernièrement Krasucki dans *Le Peuple* : « (...) consolider et améliorer ce que nous avons, reconstruire, reconquérir ce que nous avons perdu, construire ce que nous

n'avons pas et le faire à partir des réalités, de toutes les réalités et sur les bases qui sont celles de la C.G.T., dans l'action telle que nous la définissons. »

Les situations (1981 et 1936) sont-elles comparables sans se poser les vraies questions ? Mai 36 avait lui connu les occupations d'usines, ce qui était autre chose que la valse-hésitation de la C.G.T. entre 1981 et 1985. Sans avancer le nombre de

syndiqués (jetons donc un voile pudique sur le problème de la désyndicalisation...), rappelons que selon le ministère du Travail il y a eu en 1936 : 12 000 grèves dont 9 900 avec occupation et deux millions de grévistes !

Trente ans plus tard, Benoît Frachon pourra dire : « L'occupation des entreprises en 1936 fut une manifestation particulièrement éclatante de ce que l'évolution de la société, des

formes de production capitalistes et de l'exacerbation de la lutte des classes rendent inévitable. Le syndicat dans l'usine est une exigence de la vie à laquelle les patrons devront finalement céder. » (Conférence aux syndicats d'employés de la région parisienne, *Le Peuple*, n°754 du 1^{er} juillet 1966.)

La gauche au pouvoir en 1936 a vu des occupations d'usines, des acquis ouvriers, bref des signes extérieurs d'un mouvement ouvrier fort. En lisant des documents de première main de l'époque, on se rend compte que tout cela s'est déroulé « malgré » ce que voulaient directions de la C.G.T. et du P.C. (1).

Le mouvement syndical français pouvait encore puiser en lui-même les forces nécessaires pour briser le carcan avec lequel le parlementarisme voulait le juguler. On pourrait même dire qu'à l'époque travailleurs et C.G.T. avaient appliqué dans les faits ce que les partis de gauche n'entendaient laisser qu'au niveau du verbe !

Mais aujourd'hui où la politique a pris le pas sur le syndical, structures et adhérents ont-ils le ressort nécessaire pour « mon-

ter à l'assaut du ciel » ? Les luttes actuelles sont trop souvent des batailles ultimes contre la modernisation et les restructurations pour que l'on puisse parler de renouveau des luttes...

Plutôt noyaux de résistance dans un flot de reniements des idées fondamentales du mouvement ouvrier ! Evidemment on peut comme Louis Viannet, directeur de la *Vie ouvrière*, se poser la question « Mais où et quand la lutte des classes a-t-elle été considérée comme facile ? » Appeler « (...) tout le monde à se mobiliser pour que les forces de la C.G.T. soient partout présentes, actives avec les salariés, sur le terrain de l'action revendicative » est bien, mais les militants du P.C.F. sont-ils les seuls habilités à avoir le brevet de combativité ? Un syndicat ne doit pas être la chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs, ce n'est pas aujourd'hui que les anarchistes se priveront de le dire !

THIERRY

(Gr. Pierre-Besnard)

(1) Dans les premiers mois, « l'Humanité » et la « Vie ouvrière » font à peine allusion au mouvement de grèves et d'occupation d'usines.



en bref...en bref...

• Les Forces libres de la paix (composées de la Libre Pensée, de l'Union pacifiste, de l'Union des anarchistes...) dénoncent les agissements complices des grands de ce monde et la guerre qu'ils nous préparent. Elles s'élèvent contre les provocations du terroriste Reagan, appuyé par Thatcher, face au dictateur Kadhafi sous l'œil bienveillant de Gorbatchev. Non au prétexte d'un attentat pour justifier une guerre. On nous l'a déjà fait en 1914.

• Guerres : 1914, 1939, 1986 ? Les Forces libres de la paix répondent : « Non à la prochaine », salle du patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure, 75015 Paris (M^oBouicaut), mercredi 21 mai, à 20 heures.

• La C.L.E.-A. vient de sortir « Anarfac » n°7 de mai 1986. Au sommaire : les élections, la plate-forme U.D.F.-R.P.R., l'Allemagne libertaire 1919-1933, la réforme Savary et le syndicalisme à la fac, 1^{er}-Mai, techno-flic... Ce numéro est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F.

• Le collectif Anti-Hiérarchie, qui regroupe des enseignants refusant l'inspection et la notation, organise le dimanche 18 mai une fête au cinéma La Clef, 21, rue Daubenton, Paris 5^e, à l'occasion d'un forum national sur le refus de l'inspection. Nous rappelons qu'une brochure sur le refus de l'inspection, éditée par le collectif, est en vente à la librairie du Monde libertaire.

La C.N.T. espagnole nous communique

La Fête du Livre libertaire aura lieu dimanche 1^{er} juin 1986 au centre confédéral, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris (métro Avron ou Buzenval).

Le matin à 9 h, dans le cadre de la commémoration du 50^e anniversaire de la Révolution espagnole et en collaboration avec nos camarades français de la F.A. et de la C.N.T.F., nous débiterons le cycle des manifestations prévues au cours du mois de juin par une conférence, en français, de notre camarade Jose Munoz Congost, directeur de notre hebdomadaire « CeNit » et ancien secrétaire de l'A.I.T., qui dissertera sur « Le congrès de Saragosse de 1936 » (année du soulèvement fasciste), ses résolutions et ses conséquences, et dont l'actualité intéressera les jeunes sur cet épisode de l'histoire du mouvement ouvrier et anarcho-syndicaliste.

L'après-midi, à 15 h, aura lieu un gala artistique avec la participation de nombreux artistes.

NETTOYAGE DU MÉTRO

Non aux propos racistes !

DEPUIS le 7 mai, une nouvelle épreuve de force s'est engagée entre la Comatec (Consortium maintenance technologie) et les nettoyeurs du métro dont la quasi-totalité s'est mise en grève. A l'origine du conflit : des propos et des injures racistes d'un chef de service à l'encontre d'un employé venu se plaindre de ses mauvaises conditions de travail (entre autres une surcharge de travail qui l'oblige à empiéter sur sa pause repas d'une demi-heure s'il veut arriver à nettoyer tant bien que mal le secteur dont il a la charge).

Pour toute réponse à ses doléances, son supérieur hiérarchique l'accuse alors de ne pas vouloir travailler : jusqu'à, rien de bien original, hélas !, de la part d'un « cheffailon » ; mais il y a plus grave et le mot est lâché : « Vous, les Arabes, vous êtes là pour fouler la merde ! Si j'étais responsable de la Comatec vous seriez tous dehors ! » (1).

La riposte ne se fit pas attendre et les nettoyeurs du métro ont immédiatement entamé une grève illimitée à l'initiative de la C.F.D.T. (syndicat majoritaire) jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Vendredi 9 mai, une assemblée générale des nettoyeurs se tenait à la Bourse du Travail et mettait en place un comité de grève.

Un ultimatum était également rédigé à l'intention de M. Genest (P.-D.G. de la Comatec) lui enjoignant :

• de se désolidariser des propos tenus par M. Vigouroux (M. Genest ayant affirmé qu'en aucun cas il ne déjugerait l'attitude de celui-ci, allant

même jusqu'à banaliser les propos racistes tenus qui ne « justifient pas une telle grève » ;

• de retirer les équipes de non-grévistes mises en place par l'entreprise sur tout le réseau ;

• de payer les salaires d'avril 1986 (qui, le 9 mai au soir, n'étaient toujours pas versés ; la direction ayant décidé de les bloquer tant que les travailleurs seraient en grève).

Faute de réponses positives à ces trois points préalables avant le lundi 12 mai, à 15 h, les grévistes et la C.F.D.T. s'engageaient à durcir le mouvement en mettant en avant la responsabilité de la direction qui a choisi délibérément la politique de l'affrontement, et à dénoncer les accords passés lors du dernier conflit (2).

Ne doutons pas que la Comatec aura de nouveau fort

à faire avec cette nouvelle épreuve de force lorsque l'on connaît le degré de mobilisation permanente des nettoyeurs depuis des années et leur détermination !

Quoi qu'il en soit, le métro sera sale ces jours-ci, mais là comme partout ailleurs, c'est surtout les propos et les attitudes racistes qu'il conviendra

de balayer une bonne fois pour toutes...

LILIANE

(« Chronique syndicale »)

(1) Notons au passage que M. Vigouroux, auteur de cette diatribe, a oublié de prendre en compte le fait que plus de 95% des employés de la Comatec sont des travailleurs immigrés !

(2) Se reporter aux articles du « Monde libertaire » de l'époque qui s'étaient fait largement l'écho de cette lutte.

Flexibilité au centre de tri postal

LE 29 avril dernier, le centre de tri postal de Lyon-Montrochet était paralysé par une grève générale de 24 h lancée par l'ensemble des syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.N.T.) pour protester contre la création d'une brigade permanente d'auxiliaires. Ces auxiliaires, payés 6 h 30 par semaine (1), travailleraient tous les samedis (bonjour la flexibilité !). Ils n'auraient bien sûr aucune garantie. Leur seul droit serait de bosser et de se taire.

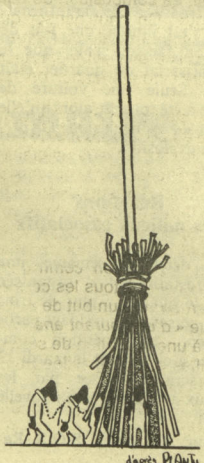
Par ce biais-là, l'administration voudrait enfoncer un coin dans l'unité du personnel des centres de tri. Dans un même centre et pour un même boulot, certains travailleurs auraient un statut leur garantissant des droits et d'autres n'auraient aucune garantie. C'est intolérable et inadmissible !

La direction des P.T.T. du Rhône qui, ces dernières années, a supprimé 84 postes de travail, s'aperçoit aujourd'hui du manque d'effectifs (des dizaines de milliers d'objets restent chaque jour en souffrance au centre de tri). De plus, en 1983, en appliquant le plan Dautet contre l'avis du personnel et de ses organisations syndicales, elle a fermé les centres de tri dans la nuit de samedi au dimanche. Aujourd'hui, elle voudrait faire traiter le trafic de fin de semaine par des auxiliaires. Le personnel, en faisant grève massivement, a rejeté un tel plan ; mais 24 h de grève ne seront certainement pas suffisantes pour faire reculer la direction.

A l'heure actuelle, les syndicats réformistes ne font aucune proposition d'action pour exiger l'embauche de personnels titulaires. Centre par centre, bureau par bureau, service par service, l'administration impose son point de vue aux postiers sur la défensive qui ne réagissent que de façon ponctuelle sans aucune solidarité avec d'autres centres.

Seule l'action concertée de l'ensemble des postiers permettrait d'arrêter les tentatives de privatisation et de démantèlement des P.T.T. Les militants de la C.N.T. à Montrochet font des propositions en ce sens. Seront-ils entendus ?... c'est une autre histoire.

DANIEL TEYSSIER



Soirée d'information sur l'armée

LA demande des adolescents fréquentant la Maison des jeunes et de la culture (M.J.C.) de Fougères, une réunion sur le service national était organisée la veille du départ de la marche des objecteurs insoumis (de Nantes à Rennes), mais sans rapport avec celle-ci.

Afin de répondre aux questions des adolescents (partis à un concert de rock un peu plus loin), un objectif de conscience, un coopératif, des anciens appelés et des militaires de carrière triés sur le volet étaient invités. Le public, peu nombreux, était surtout constitué de déçus du service national ou de non-soumis à cette maudite invention.

Les critiques sur tous les sujets ont fusé envers les militaires présents. Les questions concernant les procès d'insoumis et d'objecteurs insoumis, bien que n'étant pas à l'ordre du jour, ont malgré tout été abordées. Si les invités (y compris les non-violents distribués des tracts sur la journée européenne de l'objection du 15 mai) avaient reçu pour consigne de n'aborder que des questions pratiques, le public venu pour autre chose ne pouvait s'en satisfaire.

Les militaires sont suffisamment organisés pour nous informer totalement sur les différen-

tes possibilités lors du recensement, des « trois jours » ou par courrier. Malgré tout, les organisateurs ont tenu à épuiser la liste de questions qui leur avaient été posées : de « comment être insoumis ? » (sic) à « comment faire pour s'engager ? ». Certains y pensent malheureusement, entre autres pour échapper au chômage. Fougères, ville industrielle, a été déclarée « zone sinistrée » notamment parce que la mono-industrie de la chaussure s'est cassée la gueule et que les solutions de remplacement (textile, mécanique) n'ont pas fait leurs preuves, bien au contraire ! Par ailleurs, les petites industries du granit (où les anarcho-syndicalistes étaient majoritaires) et du bois, tout comme l'agriculture, continuent de perdre des emplois.

Mine de rien, le S.I.R.P.A. (organe de propagande de l'armée) fait son sale boulot et dans des conditions (seulement des questions pratiques, absence de débat) qu'il tente d'imposer afin d'éviter les vrais problèmes et de faire passer le service national (civil ou militaire) pour une chose nécessaire et intéressante. Ils n'avaient pas prévus en revanche d'aller assister à la marche des objecteurs insoumis et aux soirées qui l'accompa-

UN OBJO

Manifestation antinucléaire à Angers

ET si Tchernobyl c'était Chinon, ou demain Le Carnet, près de Nantes ? Quelques jours après l'annonce de la catastrophe nucléaire de Kiev, une manifestation était organisée à Angers pour sensibiliser les gens face aux dangers représentés par l'industrie nucléaire et appeler la population à se mobiliser contre le projet de centrale atomique au Carnet, en Loire-Atlantique.

Le samedi 3 mai, une cinquantaine de militants de la Fédération anarchiste, du P.S.U., du M.A.N. et du M.P.T.E. s'allongeaient à

terre, en plein centre d'Angers, masques blancs sur le visage, encadrés par de faux containers radioactifs, avec force fumigènes et sirène d'alarme.

Pendant ce temps, le texte suivant était distribué aux passants :

« Ils vous l'avaient bien dit : le nucléaire, c'est pas dangereux ! »

« Tchernobyl-Kiev. Catastrophe dans une centrale nucléaire. Nombre de morts : peut-être des milliers. Retombées écologiques et génétiques : l'estimation ne peut être que catastrophique... »



Contrôle de la radioactivité.

« Depuis des années, nous affirmons que le nucléaire, civil et militaire, est une industrie dangereuse pour l'humanité. »

« Il est clair que le pari inconscient du nucléaire trouve sa raison d'être dans les enjeux financiers et militaires et les choix de société qu'il représente et entraîne (technocratie, Etat centralisé et policier...) »

« D'autres choix rendant l'énergie nucléaire inutile étaient et sont toujours possibles, à partir des énergies douces et renouvelables (solaire, éolienne, géothermie, biomasse..., voir plan « Alter Maine-et-Loire » du M.P.T.E.) dans le cadre d'une société autogestionnaire. »

« Mais, rejetant toutes les mises en gardes (scientifiques, associations d'étude, mouvement écologique...), le pouvoir persiste à imposer ce type d'énergie suicidaire. »

« Allons-nous prendre un tel risque dans notre région ? »

« Une centrale nucléaire va être implantée au Carnet (près de Nantes). »

« Dès aujourd'hui, opposons-nous à ce projet ! »

Cette action symbolique et impressionnante fut rapidement organisée et a rencontré un écho certain auprès de la population.

PATRICK

(Gr. d'Angers)

CAMPAGNE CONTRE LE C.C.F.D.

Tiersmondisme et désinformation

DEPUIS quelques mois, une campagne de presse savamment orchestrée a débuté contre une organisation non gouvernementale (O.N.G.), le Comité catholique contre la faim et pour le développement (C.C.F.D.) (1). Comme son nom l'indique, le C.C.F.D. est très lié à l'Eglise. C'est une des plus importantes O.N.G. française : elle a collecté en 1985 cent dix-huit millions de francs et soutient 600 projets dans 93 pays différents.

Cette association est actuellement la cible de tous les journaux de l'extrême droite et de la droite extrême (Rivarol, Présent, National hebdo, le Méridional et toute la presse Hersant, Figaro-Magazine en tête) et même d'une revue catholique conservatrice : Famille chrétienne.

Comment dénoncer des militants au général Pinochet

Cette campagne n'est pas nouvelle, mais des documents récents l'ont relancé. C'est, d'une part, la publication par l'U.N.I. (M.L. n°594), organisation étudiante d'extrême droite, d'une brochure intitulée *L'Eglise et la subversion : le C.C.F.D.* et publiée sous le pseudonyme de Guillaume Maury (militant de l'U.N.I.-Yvelines).

L'U.N.I. ne nous est pas inconnue, il y a quelques mois elle était signalée comme un des bénéficiaires de fonds américains aux syndicats. Mais que reprochent ces tristes sirs au C.C.F.D. ? D'abord de financer « la libération des masses, la formation de cadres révolutionnaires, l'élimination des structures libérales, et la lutte de classe » ; en un mot, c'est un nouveau Komintern ! (G. Maury, *L'Eglise et la subversion : le C.C.F.D.*, p. 40). « La finalité du C.C.F.D. c'est le nouvel ordre mondial cousin très proche de la société sans classes de l'utopie marxiste » (Y. Durand, ancien recteur, vice-président de l'U.N.I., aujourd'hui conseiller à Matignon).

Enfin, ils l'accusent de faire partie d'un grand complot... Manipulé par qui ? Par Moscou, bien sûr ! « Ce que nous proposons de faire ici, c'est de montrer la parfaite adéquation du comportement du C.C.F.D., et

de tous les réseaux qui lui sont rattachés, aux thèmes de la révolution mondiale ». Ces réseaux comprennent, entre autres, la Cimade, la Vie catholique, le Pèlerin, la Croix, le Monde...

On lui reproche également d'avoir été acheté par l'ancien gouvernement grâce à une subvention de 800 000 F sur 106 millions de francs de budget total, soit 0,75% (le gouvernement est vraiment chiche avec ses amis !). Le livre sus nommé est bourré d'erreurs et surtout d'amalgames, il utilise toutes les méthodes de la désinformation. Nous avons sélectionné dans le « Rapport sur la destination des subventions du C.C.F.D. » (extrait de *Famille chrétienne* du 10 avril 1986) le cas le plus flagrant, celui du Chili.

« Certains responsables chrétiens » (dont les noms ne sont pas révélés) ont demandé une enquête sur les subventions au Chili du C.C.F.D. pour l'année 1985. Une commission d'enquête a été créée, avec à sa tête un ancien magistrat M. Veilleux, et est partie pendant 15 jours (du 27 février au 11 mars) en vacances au Chili. La composition de cette commission est très vague. On peut penser que faisaient partie de celle-ci un journaliste du Figaro, Jean Boudaras, et l'éditorialiste de *Famille chrétienne*, Michel Sinniger. C'est dire l'indépendance de cette commission !

Ils disent avoir étudié les 23 projets du C.C.F.D., alors qu'il y en avait 36 (les exclus de l'enquête sont évidemment les projets les plus religieux : formation des jeunes de l'archevêché, appui aux publications de l'Eglise, formation d'agents pastoraux... ou aide d'urgence après le tremblement de terre). Tous ces projets étaient trop « neutres » pour la commission car elle cherchait à accréditer la thèse que le C.C.F.D. soutient l'opposition communiste à Pinochet. Une revue ouverte à tous les courants de pensée et de foi, orientée vers un but de convivialité, est qualifiée de revue « d'un courant anarchiste ». Autre exemple : l'aide à une fondation de soutien aux pauvres des bidonvilles est disqualifiée parce que confiée à un « communiste ».

La commission, qui n'a jamais rencontré les responsables des différents projets mis en cause, tire ses informations soit de ragots, soit plus certaine-

ment de sources policières. Ce rapport pratique la dénonciation : telle personne est qualifiée de communiste, telle autre de gauchiste, tel syndicat est dit marxiste-léniniste, etc. Dans le pays de Pinochet, où arrestations et enlèvements sont quotidiens, où pululent les groupuscules fascistes, ce rapport est une aubaine pour certains : les cibles sont toutes trouvées (à quand une nouvelle affaire Curiel ?) (2).

A quoi sert cette manipulation

Cette histoire est intéressante pour plusieurs raisons : tout d'abord, parce qu'il existe une lutte au sein de l'Eglise — appuyée par la presse de droite et d'extrême droite — contre le tiersmondisme d'une autre partie de celle-ci. Ce courant anti-tiersmondiste propose dans les rapports avec le tiers monde la charité des dames patronesses aux pauvres des favelles, la formation de séminaristes et la construction de nouvelles églises. En un mot, une nouvelle croisade !

En outre, il veut renforcer le contrôle des épiscopats locaux. Les projets sociaux acceptés par certaines Eglises compromises avec des dictatures vont être plutôt rares. Interdiction doit être faite de travailler dans les Pays de l'Est, ce qui signifie l'arrêt de l'aide aux réfugiés afghans et aux syndicalistes polonais...

Cette campagne a déjà entraîné un début de reprise en main par l'Eglise du C.C.F.D. L'épiscopat a demandé à ce que celui-ci ne soutienne pas le journal indépendantiste kanak *Bwenando* et le 11 décembre 1985 fut publié un texte du Haut Conseil permanent de l'épiscopat visant à une collaboration plus accrue et plus suivie entre le C.C.F.D. et la hiérarchie catholique.

Mais cette campagne est également à rapprocher de l'offensive anti-tiersmondiste lancée par Liberté sans frontières, sauf que dans ce cas il n'y a pas débat d'idées mais dénonciations et désinformation.

PEPE CARVALHO

(1) Cf. « Monde libertaire » n°603 du 23 janvier 1986.

(2) Curiel, militant anti-impérialiste, fut abattu après une campagne de presse inspirée par les services secrets français.

Elisée Reclus Au-delà de la mode

DEPUIS une dizaine d'années, le nom, la vie et l'œuvre d'Elisée Reclus (1830-1905) sont progressivement redécouverts par les géographes de tous les pays (en France : Béatrice Giblin et Yves Lacoste ; en Grande-Bretagne : Gary S. Dunbar, Kenneth R. Olwig, David R. Stoddart ; aux États-Unis : Richard Peet ; en U.R.S.S. : V.A. Anuchin ; etc.). En France, les géographes n'ont-ils pas adopté le nom de Reclus pour leur projet de rédaction d'une quatrième *Géographie universelle*, en hommage à celui qui avait rédigé la deuxième, « pionnier longtemps méconnu (...), mais aussi homme courageux et indépendant » (R. Brunet). Un symbole...

Ce renouveau participe du nouvel essor des idées libertaires. Kropotkine, qui se retrouve bien sûr associé à Reclus, son compagnon d'anarchie et de géographie, fait également l'objet de récents travaux, en particulier aux États-Unis (Bob Galois, Myrna M. Breitbart, etc.). A une époque d'intense bouleversement social et culturel, une partie du monde des idées cherche à dépasser le caractère desséchant et simplificateur de théories qui se veulent progressistes comme le marxisme, mais qui ont perdu leur aura par leurs applications tragiques et totalitaires, et constate non sans surprise que sur des questions fondamentales comme les rapports de l'homme avec son environnement et la société, des hommes ont apporté des propositions profondes dans une perspective constamment radicale : anarchiste. Mais cela ne va pas sans de graves confusions : on

apprend par exemple que Kropotkine aurait été tenant de l'« Etat minimum » (E. Relph, *Rational landscape and Humanistic Geography*, 1981), ce qui est le comble pour un an-archiste !

Il est toujours tentant d'utiliser des idées exprimées dans le passé pour conforter celles qui sont aujourd'hui à la recherche de support et de les raccrocher à des lunes qui n'en sont pas pour autant toutes nouvelles. Il faut au contraire les analyser sans complaisance et sans fard. On peut ainsi confronter celles de Reclus aux derniers apports de la connaissance.

Reclus et le déterminisme

Reclus recueille aisément l'unanimité sur l'ampleur de son œuvre : quantité considérable d'écrits, d'informations apportées pour l'époque, de travail accompli dans des conditions matérielles souvent délicates. Sur sa qualité, et outre son style littéraire également reconnu, un noyau dur se dégage qui est loin d'avoir pris des rides.

Reclus a d'abord apporté un certain nombre d'outils à la géographie. D'après Anuchin, c'est lui qui a créé le terme d'« environnement géographique » et, d'après Dunbar, celui de « géographie sociale ». Mais Reclus n'a pas cherché ainsi à réaliser un découpage de sa discipline. Il s'agissait d'introduire clairement dans le domaine de la « géographicités », comme le souligne fort justement Y. Lacoste, l'ensemble des questions (économiques, politiques, écologiques, etc.) qui en étaient jusque-là plus ou moins écar-

tées, et ce dans une perspective d'inter-relations soulignant la problématique nature/société. Ce qui nous paraît évident aujourd'hui (comme l'influence des politiques étatiques sur l'aménagement du territoire par exemple) était loin de l'être encore à cette époque ; et Reclus d'évoquer sans détour les colonisations, les impérialismes, les guerres. D'une déontologie scientifique exemplaire, il rejette tous les préjugés ; Kropotkine rappelle « son profond respect pour les nationalités, souches ou tribus, civilisées ou non. Non seulement son œuvre est libre de toute vanité nationale absurde ou de préjugé national ou racial, mais il a réussi en outre à montrer (...) ce que tous les hommes ont en commun, ce qui les unit et non pas ce qui les divise. »

La problématique nature/société reste, elle, toujours autant discutée. En quoi l'homme est-il influencé ou modifié par son environnement physique ? Quelle est la part des comportements acquis (par l'éducation, l'entourage, etc.) et des comportements innés ? Sur ces questions, les débats ne sont pas prêts de s'arrêter et, comme l'a souligné le sociologue Georges Gurwitsch dans toute son œuvre, ils posent bien en dernière instance le problème de la liberté. En géographie, et pour résumer, ils gravitent autour du « déterminisme ». Celui-ci a pu aboutir à des conclusions aussi partielles que fausses sur le lien entre la répartition de la population et la fréquence des points d'eau ou entre l'état des civilisations et la nature de leur climat (les Noirs sont paresseux au travail parce qu'il fait trop chaud dans leurs pays, c'est bien connu !).

Sur le déterminisme, Reclus a une position très ferme : il s'oppose d'abord à ceux qui privilégient un seul facteur dans l'explication d'un fait : « c'est par un effort d'abstraction pure que l'on s'ingénie à présenter ce trait particulier comme s'il existait distinctement et que l'on cherche à l'isoler de tous les autres pour en étudier l'influence (...). Le milieu est toujours infiniment complexe » (*L'Homme et la Terre*, T.I, p. 108). Pour Reclus, l'homme est une partie de ce milieu et de sa dimension physique : la Nature (« l'homme est la nature prenant conscience d'elle-même ») ; comme Kropotkine, il le souligne constamment dans ses écrits, et en cela bien dans la lignée du naturalisme ambiant de l'époque. Oui, l'homme est suffisamment puissant pour dominer la nature. Mais il ne peut en oublier les lois, sinon à ses dépens. Dans sa conclusion de *L'Homme et la Terre*, Reclus persifle ainsi l'idéologie du surhomme, ces « aristocrates de la pensée » ou de la richesse. Ce n'est pas une surprise : les anarchistes, écologistes avant l'heure, reconnaissent les lois naturelles comme les seules contre lesquelles l'homme ne peut rien, sauf la mort, et les placent en-deçà des lois que les hommes peuvent se donner librement eux-mêmes (Bakounine, l'éternel révolté, que Reclus rencontre au sein de la 1^{re} Internationale, déclare : « aucune rébellion contre la Nature n'est possible »).

Cela signifie-t-il pour autant que l'homme, individu et société, reste soumis aux éléments physiques ? Non car, pour Reclus, la variation de ces éléments dans l'espace et dans le temps (terminologie de « milieu-espace » et de « milieu-temps ») et la modification constante de nos perceptions (Reclus évoque la « valeur relative de toute chose ») empêchent toute hiérarchie méthodique des causalités. Et il utilise le terme de « dynamique » pour définir le mode d'inter-relations, notion qui sera reprise par ses successeurs comme son neveu Paul ou l'anarchiste japonais Ishikawa Sanshiro et qui rappelle celle de « cinétique » employée par Kropotkine. Partout, l'homme peut s'adapter aux conditions naturelles et donc les modifier, s'il

en a les moyens. Reclus le montre à l'aide de multiples exemples et de cartes, sans se contenter de diatribes contre l'Etat ou la bourgeoisie et sans s'abriter derrière des concepts ad-hoc comme le font les marxistes avec le « mode de production » ou le « matérialisme historique ». Il cherche à établir toutes les connexions et à démonter les processus pour cerner la complexité du réel.

Ce qui sous-tend la position de Reclus est, il ne faut pas l'ignorer, cette option lucide, inébranlable, farouche et tripale : la liberté, ce sentiment que tout est, tout reste, tout doit être possible. Avec raison, G.S. Dunbar rappelle que Reclus déclarait : « je suis géographe, mais avant tout je suis anarchiste » et commente : « De même que sa géographie était nécessaire à son anarchisme, de même son anarchisme enrichit sa géographie. On ne peut pas comprendre Reclus si l'on regarde l'un sans l'autre ». L'orientation libertaire de Reclus, loin de prêter aux manipulations idéologico-scientifiques, est bien la garantie d'une indépendance, d'un jugement critique et d'une honnêteté indispensable à toute recherche sincère. Et elle va beaucoup plus loin que le « possibilisme » classique développé par certains géographes contre le courant déterministe car elle n'ignore pas l'existence de lois géographiques.

Les « trois lois » de Reclus

« La « lutte des classes », la recherche de l'équilibre et la décision souveraine de l'individu, tels sont les trois ordres de faits que nous révèle l'étude de la géographie sociale et qui, dans le chaos des choses, se montrent assez constants pour qu'on puisse leur donner le nom de « lois », écrit Reclus dans sa préface de *L'Homme et la Terre*. Ces lois sont bien comprises comme des principes généraux qui ne se confondent pas avec de simples mécanismes imputoyables ; par sa prudence stylistique, Reclus s'attache à le souligner. Ces trois lois constituent une immense apport de la part de Reclus et la géographie est loin d'en avoir exploré toutes les incidences.

Prises une par une, elles traduisent les avancées d'alors dans les sciences sociales de l'époque et les propres préoccupations de Reclus. A cet égard, il convient de rectifier l'interprétation de Y. Lacoste qui attribue une dimension « marxienne » à Reclus pour sa référence à la « lutte des classes ». Il ne faut pas oublier que ce fut Proudhon qui inventa et théorisa le concept de « lutte des classes » et si celui-ci fut repris et approfondi par les marxistes — au demeurant sous des aspects parfois bien confus (que l'on songe aux différences qui séparent Lénine de Bernstein ou Jaurès de Guesde à ce sujet) —, sur ses implications révolutionnaires, Proudhon et Reclus pour ne citer qu'eux parmi les anarchistes s'opposèrent bel et bien à Marx et aux marxistes. Ou alors, à ce compte-là, tout est « marxien » !

La « recherche de l'équilibre » consacre les découvertes en biologie (Darwin) et en sociologie (Le Play avant Durkheim), soutenues par le mutualisme de Kropotkine. La « décision souveraine de l'individu » a une tonalité indéniablement et magnifiquement anarchiste, mais elle n'en est pas moins scientifique. Elle est évidente en histoire (le destin et les individualités qui pèsent sur celle-ci) malgré les protestations marxistes (cf. Plekhanov taxant Reclus d'individualiste idéaliste) et malgré la réalité marxiste elle-même (le pouvoir de Marx dans la 1^{re} Internationale, le pouvoir de Lénine, de Staline, de Mao, de Pol Pot, etc.) ; mais il a fallu



attendre les récentes découvertes contemporaines pour en confirmer la validité cohérente d'élan vital par une mise en évidence de l'importance de l'aléatoire, du spontané et du temporel dans la nature : théorie des bifurcations et des catastrophes (René Thom) et théorie des structures dissipatives du physicien Ilya Prigogine qui insiste sur la formation d'ordre à partir du désordre ou de la rupture d'ordre, par exemple (ce qui ne manque pas d'évoquer à nouveau les intuitions de Bakounine : « la joie de la destruction est en même temps une joie constructrice » ou encore : plus la visualisation du futur « est conforme au nécessaire développement du monde social actuel, plus les effets de l'action destructrice sont salutaires et utiles »).

Ces trois lois et sa « pulsion libertaire » placent Reclus contre tous les déterminismes systématiques et généralisés qui attribueraient au bout du compte toute cause et l'origine de toute chose ou être à un principe supérieur unique, conception typiquement religieuse, métaphysique, et autoritaire (que ce soit Dieu ou le Capital)... encore indéterminée. Elles révèlent cette tension de toujours entre l'homme et la nature, c'est-à-dire la liberté, la seule option qui distingue complètement l'homme de l'animal (et qui culmine dans ce choix rendant impuissantes toutes les autorités : le suicide). Cette tension n'est en aucun cas résolue par une synthèse artificielle. Elle ne peut et ne doit pas se fondre dans un principe unique

nouveau. C'est tout ce qui sépare les dialecticiens hégéliens, marxistes ou non, avec leur thèse/antithèse/synthèse, des libertaires. Proudhon, en développant sa dialectique sérielle, a parfaitement souligné l'importance des contradictions dans le mouvement historique (réaction/révolution, autorité/liberté) et de l'« équilibre dynamique entre des forces éternellement opposées ». La « dynamique » reclusienne de « progrès et de régress » se situe dans cette perspective.

Personnellement, je pense que la croyance de Reclus dans le progrès n'est pas exempte d'optimisme téléologique, et c'est là la principale critique de fond que je ferais à Reclus comme à Kropotkine (et en dehors des aspects nécessairement vieillies de leurs travaux). Cette croyance, parfaitement conforme au climat scientifique de l'époque, s'est traduite par un évolutionnisme un peu trop strict (que la menace atomique relativise complètement) et confiant, surtout chez Kropotkine, moins chez Reclus comme on peut le constater dans sa conclusion de *L'Homme et la Terre* : « Là est le côté très douloureux de notre demi-civilisation si vantée, demi-civilisation puisqu'elle ne profite point à tous ».

Il faut préciser que l'optimisme qui caractérise les deux géographes anarchistes n'a rien à voir avec la générosité « naïve » de Rousseau, contrairement à ce qu'affirme malheureusement B. Giblin à propos de Reclus (et à la suite de bien des universitaires qui s'expriment sur l'anarchisme, cf. Andrew Hacker dans *Encyclopedia of the Social Sciences* par exemple.) : pour les anarchistes, l'homme

ne naît ni bon ni mauvais ; il naît avec des potentialités que l'environnement (social et physique) développe dans tel ou tel sens. Il s'agissait plutôt d'une confiance dans l'homme et en particulier dans son action révolutionnaire, à l'aube des révolutions russes et chinoises, confiance que même le pessimiste B. Russel partagea un temps (*The road of freedom*).

La « redécouverte » de Reclus ne doit pas être une mode, laquelle est par essence passagère. Elle ne peut être qu'inséparable d'un mouvement profond, non seulement intellectuel mais politique, culturel, économique et social. Reclus le souligne lui-même à propos de l'urbanisme, qui est devenu aujourd'hui l'un des piliers de la réflexion géographique et de l'action socio-politique : « Les édiles d'une cité fussent-ils sans exception des hommes d'un goût parfait, chaque restauration ou reconstruction d'édifice se fit-elle d'une manière irréprochable, toutes nos villes n'en offriraient pas moins le pénible et fatal contraste du luxe et de la misère, conséquence nécessaire de l'inégalité, de l'hostilité qui séparent en deux le corps social ». C'est le b-a ba de l'anarchisme, anti-électorale ! Et, on l'a vu, la référence commune et constante à un certain nombre de notions (dynamique, antagonismes, individualités, etc.) font de l'anarchisme un corpus théorique soudé (mais non fermé), appuyé scientifiquement ; mais il n'est pas que cela. La vie de Reclus, où sa pensée fut inséparable d'une action militante, le prouve. Et si certains géographes affectent d'attribuer l'« oubli » de Reclus par l'école géographique française à l'éloignement provo-



qué par son exil, ne faut-il pas rappeler que cet exil a eu justement pour cause des options politiques : Reclus communiste exclu et propagandiste anarchiste ?

PHILIPPE PELLETIER

expressions

NOTE DE LECTURE

« La Piscine » de Roger Faligot et Pascal Krop

OUVREZ ce livre et vous vous trouverez dans un monde trouble, glauque, parsemé de coups tordus, d'intoxes et d'agents simples, doubles ou triples. Vous l'avez compris, cet univers ambigu est celui des espions ; la « Piscine » n'est que le nom donné au S.D.E.C.E. (depuis 1981, il se nomme D.G.S.E.) dont le centre nerveux est installé face à la piscine des Tourelles, boulevard Mortier. De drôles de poissons nagent dans ces eaux-là et les auteurs (1) nous con-

tent l'histoire des services secrets français depuis 1944. Des commandos qui tentent de libérer les camps de concentration nazis, du B.C.R.A. (premier service secret gaulliste créé à Londres, en passant par l'Algérie et sa « bleuite » (retournements d'hommes du F.L.N.), au cadavre du colonel Nut et à la nomination de l'amiral Lacoste à la tête de la D.G.S.E. : quarante années d'activités s'écoulent.

Tentatives de créer des maquis de l'autre côté du rideau de fer, des agents

français qui organisent le trafic de l'opium en Indochine contre Hô Chi Minh et la C.I.A. (celle-ci n'appréciera pas, mais fera de même quelques années plus tard), assassinats, coups d'Etat en Afrique, chasse aux « taupes » soviétiques... c'est un livre d'histoire, pas l'histoire officielle — celle des livres scolaires —, mais l'envers du décor de celle-ci.

Un exemple ? L'arraisonnement de l'avion de Ben Bella, chef du F.L.N., pendant la guerre d'Algérie : « L'initiative d'un officier irresponsable nous (la France, les Français sans doute !) brouille immédiatement avec le Maroc (...) » ; voilà ce qu'on apprend dans les lycées. La vérité estampillée ! Or, si Ben

Bella ne devait pas être kidnappé c'est tout simplement parce qu'il devait être... assassiné. Au moins trois tentatives ont été effectuées de décembre 1955 à octobre 1956. Il devait être « neutralisé », comme on dit avec pudeur dans ce milieu-là. Le même terme sera d'ailleurs employé à propos du *Rainbow-Warrior* de Greenpeace.

On en apprend beaucoup sur le terrorisme d'Etat dans ce livre, des revariants surgissent : Foccart (nouveau conseiller du Premier ministre pour les « affaires » africaines), le 11^e Choc (bras armé du S.D.E.C.E., dissous après le putsch en Algérie, recréé par Quillès) ; des mercenaires, des agents d'influence, des démolisseurs (opération « Barracuda » en 1979 à Bangui) se promènent au long des pages. Ce sont les « éboueurs » de l'Etat français. Des tueurs aussi, les cibles s'appellent alors Nasser, Kadhafi, Carlos, Dr Outel Bono...

Fascination de l'ambiguïté, écœurement face au terrorisme d'Etat : les deux sentiments sont toujours présents lorsqu'on plonge dans *La Piscine* (2). La vérité ? Quelle vérité ? Celle des témoins, des auteurs... vérité double ou triple, jamais simple ! On craint toujours l'intoxe et cependant ce livre permet de dénouer l'écheveau de l'histoire. A lire donc... pour ne pas mourir naïf.

PASCAL BEDOS
(Gr. Sacco-Vanzetti)

(1) Roger Faligot et Pascal Krop sont également les auteurs de deux ouvrages fort instructifs, écrits séparément et qui sont respectivement « Guerres spéciales en Europe » et « les Socialistes et l'Armée ».

(2) « La Piscine, les services secrets français, 1944-1984 », R. Faligot et P. Krop, 425 pp., en vente à la librairie du Monde libertaire (99 F).

« Ici le chat est le patron » de Gérard Delteil

CHOSE assez peu commune dans le roman noir, Gérard Delteil a emprunté le personnage d'un autre auteur. C'est donc avec l'accord de Dagory (1) que Bellone, comédien vedette ressemblant quelque peu à Belmondo, reprend du service. Bien que l'histoire de ce comédien vieillissant soit assez caustique, avec une chute plutôt rude, l'intérêt du roman n'est pas là. De l'univers bancaire (*Votre argent m'intéresse*, Fleuve noir n°1903) à celui des cités (*Coup de cafard*, F.N. n°1942), Gérard Delteil est un spécialiste des descriptions sociologiques.

Ici, le chat est le patron (2) est le spot publicitaire de la Société anonyme d'aliments pour animaux (S.A.A.P.A.) et c'est au directeur de la promotion et des relations huma-

nes que la S.A.A.P.A. doit ce slogan. Directeur à peine caricatural, toujours le sourire au lèvres même lors de négociations avec le comité d'entreprise, dévoué corps et âme à sa société, il a réussi à se convaincre qu'en dehors de l'alimentation pour chat rien n'est réellement important.

Mais à peine la campagne de promotion de « Délice du félin » est-elle lancée, avec Bellone pour présenter le produit, que les morts violentes se multiplient...

OLIVIER
(Gr. Florès-Magon)

(1) Dagory, « Raid maure », Fleuve noir n°87, 18 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) Gérard Delteil, « Ici, le chat est le patron », Fleuve noir n°1969, 19 F, en vente à la librairie du M.L.



Kadhafi et le « Livre vert »

Le 15 avril 1973, à un moment critique pour le régime, Kadhafi présente son programme pour la nouvelle révolution libyenne :

- suspension des lois en vigueur, tout procès doit dorénavant être examiné à la lumière de la Charia, loi musulmane tirée du Coran ;
- lutte « contre les maux politiques » du pays (communisme, Frères musulmans clandestins, etc.) ;
- armement de la population pour assurer la « défense de la révolution » (1) ;
- mise en œuvre d'une révolution administrative pour lutter contre la bureaucratie ;
- lancement de la révolution culturelle sur les campus universitaires « pour combattre l'esprit démocratique et les influences culturelles étrangères ».

Ces cinq points font partie du Livre vert. Mais pour comprendre un peu mieux la pensée politique, économique et sociale de Kadhafi, il convient de se pencher sur la Troisième Théorie universelle ou l'évangile selon saint K.

Solution du problème de la démocratie

Le premier volume du Livre vert paru en 1975 se veut « la solution du problème de la démocratie » (1). Kadhafi rejette la démocratie parlementaire, les partis politiques et préconise à la place la création de

congrès populaires, « seul moyen d'arriver à la démocratie populaire ».

Les congrès populaires de base (environ 187) élisent chacun un secrétariat, ceux-ci élisent à leur tour d'autres congrès municipaux (46), lesquels élisent enfin des « comités administratifs du peuple pour remplacer l'administration gouvernementale ».

Chaque année (depuis 1976), les grands problèmes sont traités au Congrès général du peuple. Les décisions qui y sont prises redescendent ensuite jusqu'à la base. Le congrès général nomme son Secrétariat général et le Comité général du peuple. Le secrétaire général joue le rôle de Premier ministre et les membres du comité dirigent les différents départements (ministères).

Bien que Kadhafi et ses anciens compagnons du C.C.R. (2) ne fassent plus partie de la nouvelle administration depuis 1979, ils ont quand même conservé le contrôle sur la bureaucratie et les comités municipaux par l'intermédiaire des départements. Le congrès général peut, lui, modifier les secrétariats de base quand il le désire. Ce mode de fonctionnement du comité général rappelle beaucoup celui du comité central soviétique, et le fonctionnement du secrétariat général celui du Politburo...

Un autre point important est la notion de « Lois de la

Société ». « La loi naturelle de toute société (...) (c'est sa) tradition (coutume) ou sa religion. » La loi traditionnelle, qui « impose des peines morales non matérielles, appropriées à l'homme » est meilleure que n'importe quelle constitution qui, faite par l'homme, n'est donc pas une loi de la société et est seulement fondée sur les « opinions des instruments de gouvernement dictatorial qui règnent dans le monde, allant de l'individu au parti ».

Parmi tout ce fatras idéologique qui sert à justifier la « démocratie authentique », il résulte que l'« élément le plus fort de la société, c'est celui qui la dirige »...

Solution du problème économique

En 1977, paraît la deuxième partie du Livre vert : « La solution du problème économique ». Quelques slogans illustrent sa doctrine : « Celui qui produit est celui qui consomme », « Pas de salariés, des partenaires ». Malgré les avantages acquis par les travailleurs (grâce à leur lutte, omet de préciser Kadhafi), « le salarié est comme un esclave pour le maître qui l'engage ». Le travailleur doit donc devenir un partenaire dans le processus de fabrication, au lieu de contribuer aux bénéfices d'un employeur. L'abolition du salariat « libérera l'homme de ses liens et le ramènera à la loi

naturelle qui a défini les relations (humaines) avant l'apparition des classes, des formes de gouvernement et des lois faites par l'homme ».

Dans la lignée, il prévoit une disparition des syndicats au profit d'associations techniques et professionnelles car le développement scientifique est un gain irréversible pour l'humanité. Il envisage également la disparition définitive du profit et de l'argent, sans expliquer sur quelles nouvelles bases s'effectueraient les échanges. Beaucoup de points essentiels restent donc sans réponses.

Base sociale de la Troisième théorie universelle

Le dernier volume, paru en 1978, traite de différents sujets et constitue l'apothéose de la pensée du maître.

Précisant son rôle central et héroïque dans le combat palestinien, Kadhafi compare cette lutte à celle de la Libye contre la domination coloniale. C'est ensuite un éloge du nationalisme, facteur social fondamental de l'histoire humaine, dont le seul rival sérieux se trouve être le facteur religieux « qui peut diviser le groupe national ou unir des groupes ayant des nationalismes différents ».

Il faut donc revenir à un âge d'or ou « chaque nation avait une religion à soi » afin que règne l'harmonie. Ne citant pas l'Islam nommément, il considère cependant que c'est la religion qui convient à tous les Arabes et autres peuples dotés d'un « jugement sain » (sic).

Si la religion doit gouverner les vies humaines, le sang a aussi une grande importance. C'est le « facteur primordial de la formation de la tribu » et, en nostalgique inconscient du fascisme européen, il l'identifie à l'importance de l'origine ethnique (3).

Dans un passage sur le fanatisme, Kadhafi ajoute : « Le fanatisme national est indispensable à la nation, mais c'est en même temps un danger pour l'humanité ». Ambiguïté qui justifie sans doute la formidable entreprise de déceuvrage qui commence dès le plus jeune âge avec la militarisation des enfants. Cela sans doute dans le but de créer



« la nation progressiste, productive et civilisée... ».

Quant au problème de la libération de la femme, particulièrement asservie dans le monde islamique, Kadhafi l'évoque dans l'un des derniers chapitres. La création d'écoles militaires féminines doit permettre aux femmes arabes et occidentales de se libérer de leur joug. Il fallait y penser ! Son discours pseudo-féministe ne cache cependant pas une vision très stéréotypée de l'image et du rôle assignés à la femme dans la société arabe.

Le Livre vert n'introduit donc aucune idée nouvelle. Il se veut au contraire un retour à l'héritage arabe et islamique. En reprenant à son compte des bribes d'idéologie de tous bords, Kadhafi a écrit une sorte de Coran moderne. Ce ramassis d'incohérences n'est hélas ! que le reflet de sa propre personnalité !

CHRISTOPHE
(Gr. Berneri)

(1) Les milices populaires ont pour but de remplacer à terme l'armée constituée de volontaires dont Kadhafi s'est toujours méfié.

(2) Conseil de commandement de la révolution (cf. M.L. n°616).

(3) Ces références sont troublantes chez quelqu'un qui a connu enfant l'occupation fasciste italienne en Libye.



GRANDE-BRETAGNE

De conflit en conflit

DANS la nuit du samedi 3 mai au dimanche 4 mai ont eu lieu de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre devant les imprimeries de Wapping. Depuis le déménagement du groupe de presse News International (que dirige Rupert Murdoch) de Fleet Street à Wapping, tous les samedis soir un rassemblement de personnes tente d'empêcher la sortie des journaux dans un climat de violence allant croissant.

Après diverses charges à cheval des policiers anti-émeutes, les manifestants ont riposté par

des jets de pierres et de bombes lacrymogènes. Les deux cents personnes blessées (175 policiers dont 43 ont dû être hospitalisés et 34 manifestants) et les 86 inculpés pour « outrage à la force publique » font de cette nuit l'une des plus dures depuis le début de la lutte (cf. M.L. n°612).

Rappel de la lutte

La plupart des grands journaux britanniques continuaient d'être imprimés avec des méthodes anciennes alors que, par exemple, en France les ouvriers

du Livre se sont vus contraints à passer à des techniques plus modernes. Depuis plusieurs années, de nouvelles machines plus performantes sur le plan de la production ont été mises au point, tout en supprimant certaines catégories de travailleurs.

Des luttes comparables à celle de Wapping se sont produites en France il y a une dizaine d'années, avec par exemple les grèves du Parisien libéré. Mais il faut noter la particularité française où le syndicat du Livre a été l'un des seuls à se heurter aussi violemment à l'introduction de nouvelles technologies,

alors qu'en Grande-Bretagne c'est une pratique plus généralisée. Il n'y a pas eu là-bas un mythe du progrès technologique comparable à celui qu'on connaît en France. La classe ouvrière britannique, dans son ensemble, n'a pas adhéré à cette idéologie.

Le patronat a expérimenté depuis longtemps une tactique qui a fait ses preuves. Elle consiste à fermer une entreprise puis à en rouvrir une autre ailleurs, avec de nouveaux matériels et personnel. Le principe est simple : en licenciant le personnel, on se met à l'abri des réac-

tions et on impose les nouvelles technologies sans avoir à négocier avec les syndicats. C'est ainsi qu'a pratiqué Murdoch, en licenciant 5 500 employés à Fleet Street pour faire imprimer ses journaux avec 500 ouvriers à Wapping.

Ce qu'il est important de dégager à travers cette lutte, et au regard d'autres luttes récentes, ce sont les enjeux qui se dessinent aujourd'hui en Grande-Bretagne. Ces enjeux sont de deux ordres et se trouvent intimement liés : imposer les nouvelles technologies et briser la réaction ouvrière.

De conflit en conflit (suite)

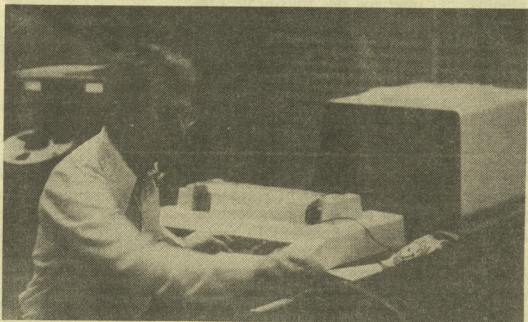
Résistance
aux nouvelles technologies

Dans le cadre de la baisse constante de la puissance industrielle britannique, le patronat va entre autres viser une augmentation de la productivité. Aussi un important processus de réduction d'emplois va s'accroître à partir de 1979, année de l'accession au pouvoir du gouvernement conservateur. Ce déclin ne va pas manquer d'influer sur l'évolution des qualifications. Et c'est là qu'interviennent des éléments très particuliers au mouvement ouvrier britannique.

La rationalisation de la production n'y a pas été assimilable à un processus de division du travail de type taylorien jusqu'à la crise de 1929. Ceci s'explique surtout par la capacité des ouvriers qualifiés britanniques à maintenir leur contrôle sur l'évolution du contenu du travail et par leurs pratiques corporatistes consistant à empêcher tout empiètement sur son champ d'activité et inversement à ne pas effectuer le travail affecté à

une autre profession. Les employeurs vont donc lutter de manière constante pour limiter le contrôle des ouvriers sur leur travail sans jamais vraiment y parvenir. Mais depuis plusieurs années, la nouveauté de ces technologies et l'aggravation de la crise économique va donner des atouts supplémentaires aux employeurs dans cette lutte pour le contrôle de la gestion de la production.

Voici d'une manière extrêmement schématique, qui mériterait d'être développée beaucoup



plus longuement, ce que sont les enjeux économiques actuels. En parallèle, le capitalisme va tenter de brider le mouvement ouvrier en s'appuyant sur l'Etat, ramené à son rôle le plus traditionnel.

Museler
le mouvement ouvrier

Dans les années 60 apparaissent une série de grèves sauvages que l'Etat va tenter de réprimer en faisant voter en 1971 une loi

directement issue du concept d'unité de négociation nord-américain. Elle permet à un syndicat de demander à une Commission des relations professionnelles (I.R.A.) de lui accorder d'être reconnu par l'employeur comme le syndicat représentant les salariés (ou une catégorie de salariés) dans l'entreprise.

La grève des dockers et l'amplification des luttes qui a suivi vont mettre cette loi en échec en moins de deux ans, mais elle marque le renforcement du rôle de l'Etat qui, jusqu'alors respectait la règle du « volontarism » (patrons et salariés règlent leurs problèmes entre eux sans intervention de l'Etat). Il n'intervient plus seulement au niveau des attributions des organisations syndicales, mais régleme les licenciements et participe de plus en plus à la définition du contrat de travail (sans aller aussi loin qu'en France).

Fort des enseignements de l'I.R.A., le gouvernement Thatcher va introduire différents amendements aux lois existantes

plutôt que de les introduire en bloc sous forme d'un texte unique. L'Employment Act de 1980, l'Employment Act de 1982, ainsi que le Trade Union Act de 1984 limitent les grèves (interdisant les grèves de solidarité ou celles liées à des conflits intersyndicaux sous peine de poursuites), les piquets de grève (interdisant de faire des piquets devant une autre entreprise que celle où les salariés sont employés) et oblige à voter les grèves à bulletins secrets. L'Etat montre encore une fois quel est son vrai rôle, celui de chien de garde du capitalisme en réprimant les travailleurs.

Pour conclure, on peut noter qu'en dépit des analyses s'accordant à penser qu'après la grève des mineurs on n'entendrait plus parler pendant un moment de la classe ouvrière britannique, de nouvelles luttes repartent. Le mouvement ouvrier montre une fois de plus sa volonté de mettre en échec les réglementations gouvernementales et qu'il n'est pas prêt d'être brisé.

MONIQUE FIGAROL

info. internationales

PAYS-BAS

Attaques...

DANS la nuit du 4 mars, la maison autonome pour les ex-taulards « Article 26 » fut incendiée. C'est la quatrième fois en deux mois. La maison est salement endommagée et, de ce fait, devra rester fermée pour un bon bout de temps.

Cette maison, située à Amsterdam, est un centre qui cherche à améliorer les conditions d'emprisonnement des taulards et à aider ceux qui en sortent. Il fonctionne sans aucune aide gouvernementale.

Des tracts commencèrent à apparaître à partir de 1984, on pouvait y lire des « saloperies » du genre : « Les criminels endurcis ne regrettent jamais ce qu'ils ont fait ». Ces tracts et une quantité impressionnante d'appels anonymes sont apparus comme venant d'un voisin, vivant juste derrière « Article 26 » et qui est également l'un des dirigeants du Centrum Democraten (parti politique raciste).

Déjà, les 27 janvier, 27 février, 6 et 7 mars, « Article 26 » fut attaqué à partir du jardin de ce voisin. La police ne s'est jamais vraiment intéressée à ces faits. De notre propre enquête, il ressort que ces attaques seraient dues à une bande de skinheads fascistes déjà responsable de l'attaque d'un squat en 1982 et du tabassage à mort d'un jeune de 15 ans en 1983 (parce qu'il avait la peau noire). Ces individus se cachent plus ou moins étant donné la publicité et le bruit faits autour de ces actions.

D'autre part, le 14 mars 1986 eurent lieu les élections au conseil national. Le Centrum Partij (C.P.) obtint un siège dans chacune des cinq villes. En mai 1986 auront lieu les élections législatives. Cinq partis d'extrême droite y prendront part car ils ne sont pas officiellement interdits. Ce sont le Neerlanden Herstel, le Centrum Partij, le Centrum Democraten, le

Nationale Volksunie et l'Algemeen Burger Belang. (A ce jour, seul le C.P. a pu obtenir un siège au Parlement.) En conséquence, ils bénéficieront de subside, de temps d'antenne (radio et télévision) et un local au Parlement.

Il n'en reste pas moins qu'il est très inquiétant de penser au nombre de sièges que ces partis obtiendront. Il y a un certain travail entre eux, mais de trop nombreux conflits sous-jacents empêchent la formation d'une coalition.

Rel. Internat.
D'après « Stichting Project Groep »



PAYS-BAS

et contre-attaque

LE 26 mars dernier, un groupe d'environ 200 personnes a interrompu et arrêté le meeting d'un parti fasciste. L'idée était, après avoir brisé toutes les vitres, de faire sortir les gens de la salle au moyen de lacrymogènes et de bombes fumigènes. Ce qui arriva, en revanche, ce fut un début d'incendie (dû aux fumigènes semble-t-il) et en quelques minutes l'immeuble fut en flammes.

Deux membres du Centrum Partij (C.P.) furent sérieusement blessés et, de notre côté, il y eut 72 arrestations. Il était particulièrement important d'interrompre ce meeting car les deux partis fascistes C.P. et C.D. (Centrum Democraten) s'y réunissaient afin d'envisager la possibilité d'une fusion.

Il y a quatre ans, le C.P. obtint un siège au Parlement. Janmaat fut désigné par son parti pour l'occuper. Toutefois,

une scission ne tarda pas à survenir. Un groupe, conduit par ce dernier, voulait suivre une ligne politique que l'on pourrait désigner sous le nom de « fascisme démocratique ». Derrière cette appellation se profilait l'idée selon laquelle il n'était possible de gagner des voix que si le parti adoptait un profil bas au Parlement et si ses activistes accomplissaient leurs sales besognes sans qu'apparaisse le nom du parti.

L'autre tendance, menée par Vierling, est davantage pour une démarche pure et dure. Par exemple, il fut à l'initiative de la création de gardes du corps pour les dirigeants du C.P. Le résultat fut que deux ans plus tard, Janmaat quitta le C.P. et fonda son propre parti, le C.D. Et l'on en viendrait maintenant à la fusion des deux partis.

Rel. Internat.
D'après « Stichting Project »

GRÈCE

Escalade dans la répression

Vendredi 9 mai, une manifestation avait lieu à Athènes en protestation contre l'accident qui est survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Une première fois interdite, cette manifestation tenta tout de même de démarrer de l'Université centrale et fut rapidement encadrée par les forces de l'ordre.

Les manifestants anarchistes ont forcé les barrières de flics et une marche dans la capitale se termina violemment quand les brigades anti-émeutes chargèrent. Des vitrines de banques ont payé les pots cassés de ces affrontements. Aux dernières nouvelles, il a été procédé à quelques 70 arrestations.

Relations internationales

GRÈCE

Procès en perspective

NOUS vous avons informé dans le numéro précédent de l'escalade dans la répression qu'entreprend le gouvernement socialiste de Papandréou. Les réactions du mouvement anarchiste sont très brutalement réprimées.

Les violences policières à l'égard des anarchistes qui revenaient d'un congrès anarchiste à Patras s'éloignent-elles que l'institution judiciaire prend le relais.

Les camarades arrêtés et inculpés (pour dégradation de biens publics, en l'occurrence un train...) passeront en procès le 30 juin.

Relations internationales

CORÉE DU SUD

Kwangju, la rebelle

Il y a six ans, la Commune de Kwangju mourrait, écrasée par l'armée et la dictature sud-coréennes. Déjà, à cette époque, les médias du monde occidental n'avaient pas fait une juste part à ce massacre. En parlent-ils même encore six ans après ? Ils préfèrent gloser sur les prochains Jeux olympiques de Séoul en 1988, c'est plus confortable. Il a même fallu attendre six ans pour que sorte enfin le premier livre sur l'affaire, et encore en japonais et avec une équipe qui a peu de moyens. La censure coréenne n'explique pas tout. Kwangju la rebelle a été assassinée, mais nous ne l'oublierons pas.

Historiquement, cette ville et sa région, le sud-ouest de la péninsule coréenne, ont toujours eu une destinée particulière. Jusqu'au VII^e siècle, elles faisaient partie d'un ensemble qui s'étendait jusqu'à l'archipel japonais et qui a fini par être en butte aux nationalismes coréens et japonais naissants ; un aspect que les histoires officielles respectives n'aiment guère évoquer, sinon pour se l'annexer. Ce qui fut l'ancien Paekche (Kudara en japonais) a toujours été un peu le parent pauvre de la société coréenne, jusqu'à aujourd'hui. Ce qui explique une certaine fierté et un esprit indépendant.

En 1980, le destin de Kwangju (plus d'un demi-million d'habitants) arrive. La Corée du Sud est en pleine effervescence ; la dictature de Park Chung Hi s'est effondrée ; l'armée, par l'intermédiaire du général Chon, a pris le pouvoir à l'automne 1979 et tente de restaurer l'« ordre ». C'est le « Printemps de Séoul » (référence au « Printemps de Pékin » concomitant) : manifestations, grèves, appels à la démocratie... Kwangju y participe en accueillant les leaders démocrates réprimés.

La commune de Kwangju

Le 18 mai 1980, l'armée décide de fermer le campus, trop agité, de l'université de Kwangju ; les étudiants

essaient en vain d'y rentrer, descendent manifester en ville et s'y font sauvagement réprimés (coups de bâton à la tête) ; les citoyens, écoeürés, se solidarisent. Le feu est mis aux poudres. Le 22 mai, près de deux cents taxis manifestent pour obtenir la libération des chauffeurs arrêtés pour avoir soutenu les étudiants ; répression de nouveau, il y a des morts. Le 23 mai, rassemblement massif de protestation devant la préfecture ; l'après-midi, l'armée tire dans la foule : c'est la tuerie. Mais les habitants s'emparent des armes dans les commissariats et contre-attaquent : l'armée se retire, la ville est prise.

Un comité autonome se met aussitôt en place et essaie de coordonner l'organisation de la cité. Y participent des étudiants, des ouvriers, des sous-prolétaires (cireurs de chaussures), des chômeurs, des femmes au foyer, des prêtres, des enseignants. Pas de structures rigides et un embryon d'auto-gestion : distribution organisée du riz — nourriture de base. Les armes personnelles affluent au comité. Le pillage, craint au début, est inexistant. C'est trop pour le pouvoir. La propagande qualifie les communistes de voyous et de communistes. Le 27 mai, l'armée — spécialement composée de corps d'élite triés sur le volet et recrutés en dehors de la région — rentre dans la ville. Les combats durent jusqu'à 17 h, moment où les derniers communistes, réfugiés dans la préfecture, se rendent. Et c'est le massacre...

Vingt morts dira la presse officielle, deux cents indiquera la presse étrangère ; c'est au moins de deux mille morts dont il faut parler (chiffre évalué par diverses organisations de droits de l'homme ou par des Eglises). De fait, les rumeurs les plus épouvantables circulent sur Kwangju : rivières de sang, empoisonnement de la population pour cause d'eau polluée par les corps amoncelés dans les réservoirs. Des crématoriums ont été utilisés. Les soldats paraissaient drogués et ont fait preuve d'une sauvagerie extrême.

Les traces de Kwangju

Les leçons de la Commune de Kwangju — il faut bien en tirer pour l'avenir —, sont tragiques mais claires : l'armée n'hésite jamais à tirer sur le peuple. Les gouvernements qui parlent aujourd'hui de démocratie ont les mains tachées de sang. Mais le peuple sait se révolter, certains l'oublieraient et conjugueraient révolution au passé, et il sait s'organiser librement.

Y-a-t-il eu des anarchistes dans la Commune de Kwangju ? On ne le sait pas. Certainement, compte tenu de la forte tradition du mouvement libertaire coréen, toujours survivant malgré partition et dictatures. Mais la spontanéité n'est pas un vain mot. Cependant, la Commune de Kwangju est sans doute morte de n'avoir pas pu entraîner un mouvement national, malgré les contacts pris avec les villes avoisinantes, ce qui pose le problème d'une organisation révolutionnaire autonome préexistante.

Dans toute la Corée, ce fut le black-out. Le pays ne reprend que peu à peu son souffle. En 1982, Chon (toujours au pouvoir) lève la loi martiale. En 1985, les campus s'agitent à nouveau. Aujourd'hui, la chute du dictateur Marcos crée un « effet Philippines » et relance les énergies. Kwangju accueille le leader démocrate Kim Dae Jung (originaire du lieu) avec une manifestation de 30 000 personnes.

Pour les anarchistes coréens, interrogés l'automne dernier, la situation est pré-révolutionnaire. Et il y a six ans, un étranger de passage, ne se serait pas fait abordé anonymement par des « *Que pensez-vous du socialisme et de la démocratie ?* » ou « *Avez-vous entendu parler de Kwangju ?* ». Non, nous n'oublierons pas Kwangju. Mais la replongée est possible.

P.P.

INFORMATIONS ET CONNAISSANCES SUR LES POLLUTIONS INDUSTRIELLES

A propos de Tchernobyl

L'ACCIDENT survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, est un révélateur des manipulations et des carences en ce qui concerne la diffusion de l'information.

En U.R.S.S., l'agence Tass et la télévision sont bien avares de détails. Elles se limitent

à la diffusion des « maigres » communiqués officiels. Cette censure est un phénomène quotidien dans tous les régimes totalitaires.

Quant aux médias extérieurs à l'U.R.S.S., certains d'entre eux ont bien souvent fait la preuve d'un manque de sérieux. Le mardi soir 29 avril,

on nous annonce qu'un accident s'est produit en Ukraine (1)... et qu'un taux de radioactivité élevé a été enregistré dans les pays scandinaves. Or comment affirmer qu'il existe un lien entre les deux phénomènes ? Il a fallu attendre le mercredi soir 30 avril pour qu'une étude sur la situation météorologique soit rendue publique (2). Cette étude n'aurait-elle pas dû être faite dès l'annonce de la catastrophe, afin de connaître plus précisément les diffusions possibles de la radioactivité ?

Certaines sources américaines font état de deux mille morts. Or un accident de ce type ne peut tuer de manière immédiate que par voie thermique ou mécanique (brûlures, traumatismes), c'est-à-dire sur le site même de l'usine. La sortie hors de l'usine des substances radioactives peut provoquer de graves lésions de l'organisme, en rapport avec le taux d'irradiation, mais elle n'est pas à l'origine de morts immédiates (3). Les deux mille morts restent donc une hypothèse bien hasardeuse.

Ce même mercredi soir, on apprend qu'un deuxième réacteur est en cours de fusion (4). La preuve : les photos retransmises par un satellite. Jeudi matin, les photos du satellite ne permettent plus d'affirmer qu'il y a bien un deuxième réacteur en fusion (5)...

La télédétection par satellite est donc bien loin d'être précise. Cela renforce égale-

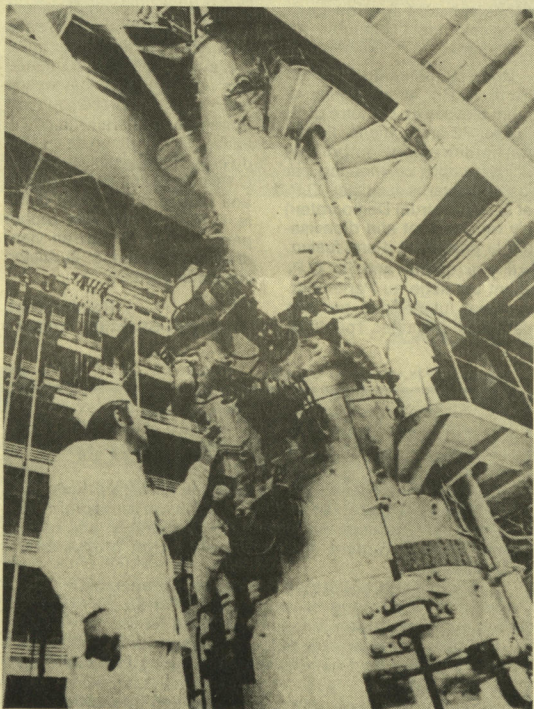
ment notre constatation quant au manque de sérieux des informations diffusées... Et cette constatation a de quoi nous inquiéter. Si un accident survient en France, il n'est pas certain que la censure soit seulement une particularité de l'U.R.S.S.

L'accident de Tchernobyl ne doit pas nous faire oublier qu'il existe d'autres formes de pollutions. La Recherche n°176 (avril 1986) a publié un dossier sur les pesticides et le tiers monde. Créés à l'origine pour les pays industrialisés, ils sont aujourd'hui exportés dans des pays en voie de développement. L'Organisation mon-

diale de la santé (O.M.S.) dénombre 500 000 intoxications par an, du fait des pesticides. Le nombre de morts imputable aux pesticides dans les pays industrialisés est faible (31 morts par an aux Etats-Unis) si on le compare à celui du tiers monde (14 000 morts par an environ).

CHRISTIAN (Evreux)

- (1) Journal de 20 h sur Antenne 2.
 (2) « Le Monde », p. 6.
 (3) « Le Monde », p. 5. « Les dangers de l'irradiation ». Lire également « Dossier sur les effets des radiations nucléaires à faible dose », « La Recherche » n°168 (juillet-août 1985).
 (4) Journal de 20 h, Antenne 2.
 (5) Europe 1, à 7 h.



Libérez O. Domenichelli !

DES deux rafles qui avaient eu lieu en septembre 1985, il reste toujours un réfugié italien sous les verrous. Le camarade anarchiste Orestino Domenichelli, animateur du collectif Prisons, contre la répression et la torture des détenus politiques italiens, s'est vu refusé à plusieurs reprises une liberté provisoire.

Rappelons qu'une demande d'extradition a été faite à son encontre par les autorités italiennes et, depuis huit mois, il croupit comme un otage dans les prisons françaises. Sa situation est particulièrement grave après les dernières entrevues entre ministres des polices européennes et leur projet, entre autres, de faire entrer les extraditions de leurs ressortissants dans une procédure courante et automatique.

Il nous faut plus que jamais affirmer notre refus des expulsions et des extraditions en dénonçant la répression étatique qui s'abat sur les diverses communautés de réfugiés, et exiger la libération d'Orestino Domenichelli (1) !

NIKMO

(1) Orestino Domenichelli, n°750 219, 3^e division, cell. 350 E, maison d'arrêt de Fresnes, 1, avenue de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes cedex.

BARON ROUGE

ENCORE un groupe de rock politisé... Baron rouge s'est créé en décembre 1981. Après pas mal de concerts à Paris et en province, après pas mal de galère, ils ont autoproduit un 33-tours de sept titres, disponible à la librairie du Monde libertaire, « Gougnaf mouvement et On a faim ! » (40 F, port compris). L'interview qui suit est celle de Jean-François, bassiste et chanteur de Baron rouge.

Cette interview a été faite lors des rencontres autogérées des fanzines qui se déroulaient au squatt U.S.I.N.E. Le squatt ayant été muré par les flics, il faudra trouver de nouveaux lieux pour que de telles initiatives puissent revoir le jour, et pour que des concerts pas chiantes et pas chers puissent se reproduire.

Baron rouge ne veut pas être un groupe de rock traditionnel reproduisant les clichés et les stéréotypes liés à ce style de musique, il ne se sent pas une âme d'artiste et se sent proche des mouvements Dada, surréaliste, punk, etc., qui ont bouleversé les choses...

— Le « Monde libertaire » : Qu'est-ce que Baron rouge ?

— Jean-François : C'est un groupe de rock... comme on est en 1986, on ne fait pas du rock n'roll, on fait un rock d'aujourd'hui, influencé par la musique punk actuelle. Cela fait déjà quelques années qu'on existe, il y a eu pas mal de changement dans le groupe et, à part ça, je ne vois pas quoi ajouter...

— M.L. : Au niveau des paroles, qu'avez-vous à dire, qu'est-ce que Baron rouge a de particulier par rapport aux autres groupes ?

— J.-F. : On a une chanson *Baron rouge* qui explique le nom du groupe. « Baron rouge » c'était le nom d'un « héros » allemand de la Première Guerre mondiale. On a pris ce nom comme symbole d'une certaine stupidité, c'était un type manipulé par son gouvernement pour pousser les gens à se battre dans les tranchées. Dans notre chanson, on dit « *Baron rouge, assassin, combattant de l'inutile* ».

— M.L. : Vous avez donc une certaine forme de prise de position...

— J.-F. : On a pas mal de prises de position, on n'est pas dans un parti, ni dans une organisation... On a une chanson sur le service militaire, par exemple, et dans le disque on donne les adresses pour se débrouiller si on ne veut pas le faire... par rapport à l'objection, l'insoumission.

Autrement, on tape pas mal sur la religion, c'est un truc qui nous fait rigoler. On a une chanson libertine et une autre, *Frankeinstein*, qui traite de l'utilisation de la science... son exploitation par les militaires notamment. Il faut savoir que, dans les universités par exemple, de nombreux labos sont utilisés par les militaires. De plus, il y a l'image de marque du scientifique en blouse blanche, considéré comme un sage, qu'on voudrait dénoncer. On veut que les gens

réfléchissent par rapport à ça et se positionnent, pourquoi pas ?

— M.L. : Comment vous débrouillez-vous pour les concerts ?

— J.-F. : On se débrouille avec les lieux alternatifs, on prend contact avec des radios, des gens qui font des concerts... Il n'y a que comme ça que cela marche, et ça se développe de plus en plus : c'est beaucoup plus sain que le côté business.

— M.L. : Quelles sont vos influences musicales ?

— J.-F. : On a été influencé par les Stranglers du début, Killing Joke ; pour ma part, en ce moment, j'écoute du « hard core » américain. C'est nouveau, par rapport à la période de repli que nous vivons, où tout le monde fait du « revival » (60's, rythm'n'blues, punk 77...). Il faut faire du neuf, le « hard core » par exemple. Surtout que, lorsqu'on a certaines idées, il faut aussi aller de l'avant.

— M.L. : Comment fonctionnent Baron rouge ?

— J.-F. : On est quatre (synthé, basse, guitare, batterie) et on compose nos morceaux ensemble, on fonctionne à l'unanimité. Chacun s'amène avec un projet ; s'il y en a un du groupe à qui ça ne plaît pas, on abandonne le projet. On essaie d'avoir une façon d'être où il n'y a pas deux compositeurs et deux autres qui suivent.

Il faudrait que les gens réfléchissent par rapport à ce qu'on représente, nous, c'est-à-dire des gens comme Baron rouge, Verdun et la plupart des groupes anarcho-punks. Soit les gens écoutent les grosses cavaleries qui passent par les grosses maisons de disques ou les groupes comme nous qui avons une démarche alternative. Il faut que ça débouche sur quelque chose, donc qu'on soit nombreux et solidaires, appliquer l'entraide. Soit les gens seront condamnés à écouter de la

soupe, plutôt que des groupes dont la démarche est plus intéressante. Au niveau de Baron rouge, c'est ça que je voudrais faire : être un groupe musical qui amène les gens à penser sur certains problèmes et ce d'une façon non rébarbative.

— M.L. : On peut peut-être créer une structure autour de groupes, de fanzines, de radios libres... pour s'aider, créer une alternative ?

— J.-F. : Bon, l'alternative c'est bien, ça se développe depuis plusieurs années... mais il ne faut pas s'arrêter là, si on ne change pas le système de merde et qu'on crée un système parallèle, je trouve que ce n'est pas viable... un jour ou l'autre, ça peut finir, les flics peuvent intervenir, et tout est foutu. Il ne s'agit pas d'avoir une « underground » et que tout reste en ordre. L'« underground », c'est bien, c'est sympa, mais il faut une démarche politique, avoir un but, par rapport au système. Ce mouvement qui existe depuis vingt ans, il faut qu'il débouche sur autre chose... on ne va pas rester une bande d'artistes et une fois qu'on est connu larguer l'« underground » pour le système (cf. Andy Warhol). (...)

Propos recueillis par J.-P. Levaray

Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 15 mai

« Femmes libres » (14 h à 15 h 30) : Mother Jones, syndicaliste américaine...
« L'Amarante » (20 h 30 à 22 h 30) : vendu ! démarchage à domicile, etc.
« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : avec le journaliste Mark Kerjean.

Vendredi 16 mai

« Et les croissants... bordel ! » (8 h à 10 h) : infos et musique...
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : invitation au voyage musical en Orient.
« Jouisances » (12 h à 14 h) : la cantique du quantique...
« Sens interdit » (17 h à 18 h) : psychiatrie en chantier avec une « équipe de santé mentale » de C.E.M.E.A.
« L'Invité quotidien » (18 h 30 à 20 h 30) : de retour du Tigre (Ethiopie), Christian Rostocker de la L.D.H. rend compte de sa mission réalisée pour la F.I.D.H.

Samedi 17 mai

« Le Père Peinard » (11 h à 12 h) : actualités sociales avec Maurice Joyeux.
« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : Xavier Lacouture et Annkrist.

Dimanche 18 mai

« Emission anticléricale » (10 h à 12 h) : religion et athéisme en Grande-Bretagne.
« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : programmation axée sur le mois de mai. Compilation de toutes les versions de la chanson « Voici le mois de mai ».

Lundi 19 mai

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : cancers et médecines douces (fin).

Mardi 20 mai

« Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : femmes et exploitation, situation des travailleuses dans les entreprises.

CINÉMA

« Cuore » de Luigi Comencini

ASA façon, avec beaucoup d'humour et une immense tendresse, Comencini nous livre là une chronique douce-amère des dernières années d'un XIX^e siècle qui s'éteint et ouvre la porte aux atrocités de la guerre.

Mais comment voir ces images comme une simple succession de petites joies et de grandes peines des élèves d'une classe primaire de Turin !

En effet, ces scènes décrivent avec beaucoup de sensibilité et sans manichéisme les rapports, combien complexes, que les enfants entretiennent dans cette course au savoir, se retrouvant parfois complices face aux adultes qui aimeraient tant les façonner. Mais ces images dépassent la simple anecdote, car elles sont entrecoupées de scènes où ces ex-enfants devenus adultes et soldats se retrouvent confrontés à la guerre, à la vie des tranchées.

C'est alors que reviennent des souvenirs d'enfance qui leur paraissent lointains et anodins, et qui se révèlent subitement ô combien prémonitoires de cette guerre qui les fait se retrouver ! Ces souvenirs nous font découvrir une école complice de ce crime légalisé qu'est la guerre.

Une école qui exalte les sentiments nationaux à travers des chants patriotiques exécutés lors de remises de prix. (Petit rap-

pel de la mère-patrie, accèdera au rang de héros national (entre temps, il y aura laissé des plumes !). Est-ce le souvenir de cette triste et révoltante mascarade qui déterminera l'un d'eux à refuser de s'engager dans cette guerre et de jouer au héros ?

Quant au mot de la fin, celui du maître d'école qui vient d'entendre dire par l'un de ses anciens élèves partant au front qu'il avait été la bonté même, je vous le donne en mille ! « — *Je suis socialiste. Je l'ai toujours été !* ». Et s'il avait dit vrai, ce brave instit, bon enfant qui se vante de n'avoir frappé qu'une fois un élève en trente ans de carrière, mais qui par son silence aura peut-être été un fournisseur supplémentaire de chair à canons !

Sous les regards hébétés vont défiler des images chocs, résultat d'un véritable montage destiné à frapper la sensibilité de jeunes enfants qui vont découvrir comment un bambin de leur âge, s'engageant dans la défense de

CHANTAL LAVIE

Spécial copinage

« Je voudrais pas crever » et autres textes
Claude Vence chante Boris Vian
au Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs
75006 Paris (tél. : 45.44.57.34)
(métro Vavin ou N.-D.-des-Champs)
du 18 juin au 16 septembre, à 20 h (sauf dimanche)
Place : 60 F, réduction : 45 F

Henri Tachan
au T.L.P.-Déjazet, 41, boulevard du Temple
75003 Paris (place de la République)
jusqu'au 8 juin
Billets en vente
à la librairie du Monde libertaire

Monory cogne dur !

LE nouveau ministre de l'Éducation nationale ne lésine pas en chemin : il frappe fort. Au-delà de ses déclarations où il proclame qu'il ne veut pas de bouleversement, il a pourtant bien entrepris de toucher à des points sensibles qui vont profondément modifier notre paysage scolaire. Et le plus grave est que le mouvement syndical est incapable, à ce jour, de s'y opposer. Monory a bel et bien les mains libres.

Aussi avait-il déjà annoncé la mise en place de la « désectorisation » pour la rentrée 1987. Cela revient à mettre en concurrence directe non seulement l'enseignement public avec l'enseignement privé (qui, soit dit en passant, compte déjà les milliards reçus), mais aussi les établissements publics entre eux. Face aux parents, libres du choix de l'école, les enseignants contraints d'attirer la clientèle (entendre les élèves) devront se soumettre. Enfin la coupure sera plus nette encore entre établissements nobles et les autres, ghettos pour immigrés, gamins en « échec scolaire » ou autres déclassés.

La désectorisation

Aujourd'hui, Monory annonce la fin du recrutement des professeurs de collèges (de la 6^e à la 3^e), aussi appelés P.E.G.C. Cela est moins anodin qu'il n'y paraît, mais rappelons tout d'abord quelle était jusqu'ici la situation dans les collèges.

Deux catégories de professeurs y enseignaient : les certifiés titulaires du C.A.P.E.S. et les P.E.G.C., à l'origine d'anciens instituteurs, mais aujourd'hui de plus en plus recrutés directement. Une catégorie de personnel en moins

dans un milieu si morcelé déjà, si divisé, cela peut paraître une bonne chose. Mais attention, d'abord il ne s'agit pas de supprimer les P.E.G.C. mais de cesser leur recrutement et les passerelles leur permettant de devenir certifiés seront si étroites que le corps des P.E.G.C. ne devrait pas s'éteindre avant 25 ans. Vingt cinq années encore, où des personnels vont faire strictement le même travail avec pourtant des statuts et des salaires différents.

Enfin, Monory a précisé que les certifiés enseignant en collèges pourront avoir à enseigner deux disciplines, tout comme les P.E.G.C. Pour eux, aggravation donc des conditions de travail ; ne s'agit-il pas en fait d'un alignement des certifiés sur les P.E.G.C. ?

Les P.E.G.C. sur la sellette

Cette décision en aura surpris plus d'un. Monory décide donc de contenter certains milieux conservateurs et nostalgiques d'un collège qui n'accueillait que les bons élèves. Depuis le collège pour tous de Haby, la population scolaire des collèges a été bouleversée. Comme dans le même temps les moyens pour s'adapter à cette nouvelle définition du collège n'étaient pas accordés, la situation ne pouvait qu'être critique. Facile alors de faire des P.E.G.C. — ces « petits profs » — des boucs émissaires. On ne s'en est pas privé !

Là encore Monory a insisté sur la nécessité d'élever le niveau de qualification des professeurs. Or, s'il est vrai que d'un point de vue universitaire les P.E.G.C. restent moins « gradés », les capacités pédagogiques ont-elles jamais été évaluées. Et je ne crois pas,

pour ma part, que ce soient seulement les diplômés universitaires qui fassent les bons profs. Une formation exclusivement universitaire aurait même la fâcheuse tendance à trop éloigner des réalités du terrain.

Enfin, j'ai bien peur que l'aboutissement de la logique Monory soit la remise en cause du collège pour tous. Il est essentiel pourtant de défendre pour chaque enfant une formation initiale solide, et donc une orientation ne venant pas trop tôt. L'idée même de voir des enfants écartés dès la fin de l'école primaire serait un recul considérable. On y viendra pourtant très certainement. On le sait, l'entourage de Monory est favorable au concours d'entrée en sixième. Là est peut-être la vraie logique de cette mesure visant, paraît-il, à renforcer les liens entre collèges et lycées.

Les « p'tits profs »

Mais on ne peut non plus isoler cette décision de son contexte syndical. Les P.E.G.C. font partie du champ de syndicalisation du S.N.I.-P.E.G.C., principal syndicat de la F.E.N. à direction de sympathie socialiste. Les certifiés au contraire se syndiquent au S.N.E.S. à majorité communiste. L'enjeu : le pouvoir à l'intérieur de la puissante F.E.N.

En bousculant ainsi les domaines réservés de syndicalisation, Monory attise les luttes entre les deux tendances principales de la F.E.N. Ne nous leurrions pas, cela peut aller jusqu'à faire éclater la fédération. Car les directions et du S.N.I.-P.E.G.C. et du S.N.E.S. vont se précipiter vers cette peau de banane que leur glisse le ministre, soucieuses qu'elles sont d'en

découdre. Ainsi, si le S.N.I. parle de coup de poignard dans le dos, le S.N.E.S. chante victoire quoique le projet n'ait rien de réjouissant pour les certifiés.

Alors les socialistes de la F.E.N., profitant de l'affaiblissement du parti communiste, jugeront-ils le moment opportun pour se débarrasser d'une minorité communiste gênante ? Quant à la tendance de sympathie communiste, victime elle aussi de la tentation du repliement sur soi, se verra-t-elle attirée par la C.G.T. ? Pas de doute, Monory est un habile politicien.

L'éclatement de la F.E.N. ?

Quant à nous, nous ne pouvons qu'appuyer cette déclaration de l'École émancipée, tendance syndicaliste révolutionnaire de la F.E.N. :

« Nous refusons la coupure hiérarchique entre les différents corps d'enseignants, la disparité des salaires, des statuts, des obligations de service et des formations. »

« Pour l'enfant et l'adolescent la progression dans l'acquisition des connaissances de la maternelle à l'université forme un tout. Les divisions entre école maternelle et élémentaire, premier et second cycle, lycée et université, répondent souvent à des objectifs de sélection sociale, et ne sont en rien justifiées par des paliers psychologiques ou par des impératifs pédagogiques. »

De même, au niveau syndical, nous lutterons pour briser cette si néfaste division, pour un seul syndicat des travailleurs de l'Éducation nationale. Mais serons-nous nombreux à vouloir éviter le piège que nous tend Monory ?

J.-M. BAVARD
(liaison de Noyon)

UNIVERSITÉS

Non au renforcement des privilèges !

LA gauche avait ouvert le chemin d'une plus grande exigence des universités aux besoins du marché. La droite, le terrain déminé, n'a plus qu'à mettre en place sans complexe ce qu'elle n'aurait jamais osé faire avant 1981.

Dans l'avant-projet déposé par M. Foyer à l'Assemblée nationale, les inégalités au sein de l'enseignement supérieur se voient renforcées dans la foulée de l'introduction du patronat dans les conseils d'université, de la hausse des droits d'inscription et du renforcement de la sélection.

Le marché de l'enseignement supérieur

Le mot clef de cette proposition de loi est l'autonomie. Il recouvre de bien inquiétantes mesures. Tout d'abord (art. 6) la totalité du financement de l'université doit être trouvée par les responsables universitaires auprès des personnes publiques ou privées. En clair, les universitaires iront mendier des subsides au patronat et à l'Etat qui, en échange de leurs bienfaits, pourront exiger des diplômés à leur botte. La menace pèse sur la plupart des sciences sociales, filières « non rentables ». Il est difficile d'imaginer Yvon Gattaz ou un de ses fidèles « militants » finançant un cours d'histoire du mouvement ouvrier.

Les personnalités extérieures, qui par leurs « dons et subventions » auront le privilège de siéger au conseil d'université, seront choisis de fait par les mandarins qui voient leur représentation considérablement augmentée : 20 représentants pour 5 étudiants. Entre gens de bonne société, on saura se renvoyer l'ascenseur !

Fidèle à l'idéologie libérale, l'avant-projet de M. Foyer institutionnalise l'arbitraire et l'inégalité : art. 5, « Les conditions d'accès à l'université, le régime des études, les grades et les titres universitaires sont déterminés par les universités et leurs établissements ». De plus, chaque université fixera le montant des droits d'inscription. C'est certainement la mesure la plus dangereuse. On s'achemine vers l'existence de facultés prestigieuses, aux frais d'inscription élevés, avec une sélection à l'entrée en réservant l'accès aux élèves pro-

venant des meilleurs lycées. L'élitisme social pourra ainsi tranquillement se reproduire sans intrusion d'étudiants trouble-fêtes venus des classes populaires. Ces établissements fourniront des diplômés compétitifs financés par les patrons : ainsi pas de problèmes de chômage à la sortie.

Pour les autres, il restera les universités à « mauvaise image de marque », aux filières délaissées ou non subventionnées, usines à chômeurs ou à travailleurs déqualifiés. Pas le moindre espoir de changer d'établissement en fin de cycle car les diplômes nationaux seront pour la plupart supprimés. C'est donc vers un enseignement à l'américaine que l'on se dirige, le plus inégalitaire des grandes nations industrialisées : le mythe Reagan a la vie longue !



Le projet de la droite la plus dure !

Cette proposition de loi a été déposée par Jean Foyer, ancien Garde des Sceaux, mais aussi neuvième de la liste de l'Union nationale inter-universitaire (U.N.I.) aux élections au C.N.E.S.E.R. *Le Monde libertaire* s'est déjà fait l'écho de l'idéologie et des pratiques de cette association d'étudiants et d'enseignants proches du R.P.R. et du Front national. Les mesures proposées sont reprises de celles du Groupe d'étude et de rénovation de l'université française (G.E.R.U.F.) où, à côté de membres du R.P.R., de l'U.D.F. et de l'Autonome (syndicat enseignant conservateur), l'U.N.I. est représentée.

Cette proposition de loi a toutes les chances d'aboutir puisque Yves Durand, vice-président de l'U.N.I., est devenu conseiller du Premier ministre. Après de M. Monory, ministre de l'Éducation, le relais est assuré par la secrétaire d'Etat Michèle Alliot-Marie, membre du R.P.R. et chargée de l'enseignement (?). Ceci ne va pas sans tiraillement avec le ministre lui-même, plus pragmatique et désireux de ne pas rallumer la contestation étudiante par une loi impopulaire (l'U.N.I. n'a recueilli que 8 000 voix aux dernières élections universitaires). Néanmoins, il est vraisemblable qu'en dernier lieu Maignon décidera et que cette loi de défense des privilèges sociaux soit effective.

La riposte doit donc dès maintenant s'organiser, tout d'abord par une large information de la finalité de ce texte, qui va à l'encontre des intérêts de la plus grande partie des étudiants. La lutte ne pourra se mener qu'à la base, sans compter sur une grande détermination des deux U.N.E.F. déjà fort timorées lors de l'instauration des mesures inégalitaires contenues dans la loi Savary et dont l'activité se résume à obtenir des concessions-trahisons lors de négociations entre bureaucrates et représentants de ministères. La nécessité de résister à se verrouillage de l'université par des critères de fortune ne nous permet pas de rester apathiques plus longtemps, sous peine de se voir exclus dès l'année prochaine de l'enseignement supérieur.

CHRISTOPHE et DENIS
(militants F.A. de la C.L.E.)